



Investir dans les populations rurales

Sénégal

Programme d'Appui au Développement Agricole et à l'Entreprenariat Rural (PADAER)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: du 03 au 13 octobre 2016

Date du document: 25/10/2016

No. du Projet: 1614 - SN

No. du rapport: **4223-SN**

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

SIGLES ET ACRONYMES	iii
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution du Programme	1
C. Produits et effets	3
D. État d'avancement de l'exécution du Programme	10
E. Aspects fiduciaires	14
F. Durabilité	21
G. Autres : Gestion des savoirs, Communication, Partenariat, Environnement et Adaptation au changement climatique	21
H. Conclusion	25

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du PADAER et notes attribuées	27
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	31
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	35
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	45
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	49
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	53
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	55

SIGLES ET ACRONYMES

ANCAR :	Agence National de Conseil Agricole et Rural
BAMTAARÉ :	Base d'Appui aux Méthodes et Techniques pour l'Agriculture, les autres Activités Rurales et l'Environnement
CCR :	Comité Consultatif Régional
CRA :	Comité Régional d'Approbation
DAO :	Dossier d'Appel d'Offres
FIDA :	Fonds International de Développement Agricole
MPER :	Micro et Petites Entreprises Rurales
OP :	Organisations de Producteurs
PAFA :	Projet d'Appui aux Filières Agricoles
PADAER :	Programme d'Appui au Développement Agricole et à l'Entreprenariat Rural
PAPIL	Projet d'appui à la Petite Irrigation locale
PIV :	Périmètre Irrigué Villageois
PMER :	Petite et Moyenne Entreprise Rurale
PRCG	Programme de Renforcement des Capacités et de Gestion
PRODAM :	Projet de Développement Agricole de Matam
PROMER II :	Projet de Promotion de l'Entreprenariat Rural - Phase 2
PSE :	Plan Sénégal Emergent
PSNF :	Prestataire de Services Non Financiers
PTBA :	Programme de Travail et Budget Annuel
PRACAS :	Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise
PROMER II :	Projet de Promotion de l'Entreprenariat Rural Phase 2
RAF :	Responsable Administratif et Financier
RSE :	Responsable Composante Suivi et Evaluation
SFD :	Système Financier Décentralisé
SRI :	Système de Riziculture Intensive
SYGRI/RIMS :	Système de Gestion des Résultats et Impacts / Results and Impacts Management System
TDR :	Termes de Référence
UCP :	Unité de Coordination du Programme
UP	Unité Pastorale

A. Introduction¹

1. Une mission de supervision conjointe du FIDA et du Gouvernement sénégalais a séjourné au Sénégal du 03 au 13 octobre 2016 pour la supervision du Programme d'Appui au Développement Agricole et à l'Entrepreneuriat Rural (PADAER). Son objectif était : i) d'évaluer la performance globale du programme et son impact ; ii) d'apprécier la qualité de la gestion administrative et comptable ; iii) de faire le point de l'état d'avancement des activités prévues dans le PTBA 2016, au 31 août 2016 par composante aussi bien au niveau physique que financier ; iv) d'apprécier le niveau d'exécution des principales recommandations de la Revue à mi-parcours du PADAER de mars-avril 2016 ; v) de passer en revue les procédures d'acquisition des biens et services du programme, et vi) d'analyser les difficultés et les contraintes rencontrées, et faire des recommandations.

2. La mission s'est rendue dans la région de Tambacounda où elle a rencontré les autorités administratives (Gouverneur, Sous-Préfets), les partenaires stratégiques (Bamtaare et ANCAR) et les services techniques déconcentrés de l'Etat (DRDR). Elle a également rencontré et discuté avec les producteurs et leurs organisations, le secteur privé ainsi que les autres acteurs impliqués dans la mise en œuvre du programme. Elle a travaillé en étroite collaboration avec l'Unité de Coordination du Programme (UCP) pour examiner l'état d'avancement de la mise en œuvre du PTBA 2016 et du déroulement de la campagne agricole 2016/2017.

3. La mission a présenté à l'UCP ses principales conclusions et recommandations préliminaires au cours d'une réunion à Tambacounda le 12 octobre 2016. A Dakar, une réunion de restitution s'est tenue le 02 novembre 2016 au Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan. Elle a été présidée par la Direction de la Coopération Economique et Financière (DCEF). Le présent Aide-mémoire fait le point des principales conclusions et recommandations de la mission et intègre les commentaires du Gouvernement et des différentes parties prenantes à la mise en œuvre du Programme.

4. La mission tient à exprimer ses remerciements aux Autorités Sénégalaises, notamment les responsables des Ministères de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (Cabinet, DAPSA), de l'Économie des Finances et du Plan, de l'Élevage et des Productions Animales, les Autorités Administratives de Tambacounda, les représentants des partenaires stratégiques, les organisations/associations de producteurs et leurs membres, et l'ensemble du personnel du PADAER pour leur collaboration et leur soutien, qui ont permis le bon déroulement de la mission.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du Programme

5. L'objectif de développement du PADAER est d'améliorer durablement la sécurité alimentaire, les revenus des petits producteurs (agriculteurs et éleveurs) et de créer des emplois durables pour les ruraux en particulier les jeunes et les femmes. Le Programme couvre les régions de Kédougou, Kolda, Matam et Tambacounda.

6. Au 31 août 2016, la mise en œuvre du PADAER a touché 43 753 ménages (437 530 personnes réparties dans 1 044 villages) bénéficiant des services du Programme, soit 87,5% de l'objectif global. Les appuis du programme ont permis la mise en place d'un nombre important d'infrastructures hydroagricoles, pastorales, de désenclavement de zones de production et de transport. Ces infrastructures se sont avérées d'un soutien appréciable à la production.

Composante 1 : Amélioration de l'offre de produits agricoles

7. **Infrastructures hydro-agricoles.** Le Programme a permis d'aménager 1 709 ha de terres, ce qui constitue 75% de l'objectif visé dans le DCP. Les terres aménagées sont constituées de reprise

¹ Composition de la mission: ¹ Madame Lucia Di Troia, Chargé de Programme Auxiliaire au Bureau Régional de Dakar, Chef de mission, Madame Dounamba Konaré, Assistante de Programme au Bureau Régional de Dakar, Monsieur Idrissa Moulaye Tétra, Expert financier, Consultant FIDA, Monsieur Lacine Ahidara, Ingénieur agronome, Consultant FIDA, Coordonnateur Technique de la mission, Monsieur Magatte Wade, Ingénieur du génie rural, Consultant FIDA, et Monsieur Tahirou Amza, Agro-économiste, Expert en organisation des producteurs et Monsieur Baba Ngom, représentant le CNCR. Le Gouvernement Sénégalais était représenté par Monsieur Omar Seck, Ingénieur agronome, représentant le Cabinet du Ministère de l'Agriculture et de l'équipement rural, Madame Khady Dramé, Economiste Rurale, représentant la DAPSA, Docteur Kader Aka, Vétérinaire, Représentant le Ministère de l'Élevage et des productions animales et Monsieur Ibrahima Diouf, de la , représentant la DDI du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan. Au niveau régional, Monsieur Mamadou Gueye, DRDR de Kédougou et Président du Comité de Pilotage, et les opérateurs de mise en œuvre se sont joints à la mission. Le coordonnateur du PADAER et son équipe ont pris une part active dans le déroulement de la mission.

de planage (763,9 ha), de bas-fonds (415 ha), de plaine d'épandage de crue (160 ha), de parcelles complémentaires en amont des micro-barrages (285 ha), de réhabilitation d'anciens périmètres PISO et de périmètres horticoles (85,25 ha).

8. **Infrastructures pastorales.** Pour les travaux de renforcement d'unités pastorales, le programme a appuyé la mise en place au total de douze (12) parcs à vaccinations, douze (12) abreuvoirs et neuf (9) bornes fontaines achevés. Les travaux de la construction de huit (8) magasins de stockage d'aliments de bétail et de deux (2) châteaux d'eau sont réalisés à hauteur de 98%.

9. **Production pour la campagne agricole 2016/2017.** Le programme a facilité l'emblavement de 15 939 ha de terres dans 600 villages grâce à la réalisation de 4 371 ha de labour et l'accès des producteurs aux intrants agricoles (semences certifiées, engrais, herbicides et équipement agricole) dans le cadre des modalités de co-financement dégressif appliquées par le programme.

10. **Appuis pour l'acquisition d'intrants agricoles et d'équipements.** Le programme de fourniture d'intrants a concerné 826 OP regroupant 26 022 ménages (104% de l'objectif du projet) dont 54% de femmes et 29% de jeunes. Au total, les producteurs ont eu accès à 652 tonnes de semences certifiées (riz, maïs, mil, niébé et fonio), 5 071 tonnes d'engrais et 72 787 litres d'herbicides.

Composante 2 : Valorisation et mise en marché

11. **Infrastructures marchandes.** Les travaux de construction de quatre (4) magasins de 120 tonnes chacun sont réalisés avec un taux global de réalisation de 74%. A ce jour grâce au partenariat avec le PPC, le cumul de réalisation du linéaire de piste est de 73,5 Km, soit 98% de l'objectif du DCP. Le démarrage des travaux de 8 Km est envisagé dès la fin de la saison des pluies aux alentours du novembre 2016. Les pistes réalisées ont désenclavé une population de 24 829 (2400 ménages) vivant dans 111 villages et hameaux avec des potentialités agricoles importantes..

12. **Récolte et post-récoltes.** Pour réduire les pertes récolte et post récolte, grâce à l'appui du programme, les OP ont acquis 52 faucheuses manuelles, 96 motorisées, et des bâches pour riziculteurs pour faciliter la récolte du riz dans les régions de Kolda, Tambacounda et de Kédougou. La gestion de ces matériels est assurée par les unions d'OP dans les régions de Kolda et de Kédougou, et par les relais des OP dans la région de Tambacounda.

13. De plus, grâce à l'appui du programme, la MPER DJIBRIL SENE a acquis deux décortiqueuses et deux égreneuses mobiles augmentant ainsi sa capacité de traitement post-récolte dans la région de Tambacounda (40 tonnes/jour pour l'égrenage du maïs et 12 tonnes/jour pour le décorticage du riz). Par ailleurs, deux OP appuyées par le programme sont attributaires de mini-rizeries subventionnées par l'Etat, ce qui permet d'accroître les capacités de traitement des récoltes dans les trois régions. On estime que ce matériel, permettra de traiter au moins 30 % des productions attendues de maïs et de riz.

14. **Ciblage.** Le programme a touché globalement 43 702 ménages ruraux pour un total de 437 503 personnes, dont 60% de femmes et 28% de jeunes. Grâce à la stratégie utilisée par le programme, les catégories vulnérables ont accès à l'appui conseil, à la formation, aux intrants de qualité, à l'équipement agricoles, et à l'appui à l'entrepreneuriat rural. Les mécanismes mis en place, tels que la subvention dégressive pour les OP et les appuis aux MPER, nécessitent d'un suivi de proximité et d'un accompagnement au profit surtout des cibles plus vulnérables, comme les femmes et les jeunes. Pour lutter contre la pauvreté et aider les ménages les plus vulnérables à sortir de la pauvreté, le PADAER a signé une convention de partenariat avec le Programme National de Bourses de Sécurité Familiale (PNBSF). Toutefois, les appuis spécifiques pour les bénéficiaires du registre unique initié par le PNBSF doivent encore se concrétiser.

15. **Communication, gestion des savoirs, et innovations.** La stratégie de communication et de gestion des savoirs du programme a contribué à l'assise d'une bonne visibilité, d'une bonne appropriation par les populations locales et d'une participation des partenaires et des autorités administratives et locales aux activités du programme. Une plateforme de Gestion Electronique des Documents (GED) a été mise en place et l'équipe du programme a été formée sur sa gestion. Le programme a fait traiter, classer et classer les documents du PROMER II et du PADAER. Pour la capitalisation d'expériences, deux films, dont un sur les réalisations du portefeuille actif du FIDA au Sénégal et un autre sur les équipements agricoles, en particulier sur le partenariat public-privé avec Hydro-Bati-Méca (HBM), ont été produits et diffusés. Le partenariat avec PROCASUR, le recrutement

par le Bureau-Pays du FIDA d'un consultant en capitalisation et le démarrage du don du FIDA octroyé au Fonds National de Développement Agro-Sylvo-Pastoral (FNDASP) dans le cadre de la capitalisation, contribueront à une meilleure documentation des expériences du programme. Ces partenariats pourront appuyer le PADAER dans l'élaboration de supports écrits de capitalisation. La diffusion à plus large échelle et le partage avec les partenaires des supports de capitalisation devront être poursuivis et renforcés.

16. La communication sur les activités et les résultats du programme se fait par la diffusion à travers les radios, la télévision, les sites internet, les réseaux sociaux et les supports imprimés. Le programme a introduit des innovations telles que la culture et la diffusion du riz de plateau, la fonction secondaire de désenclavement au niveau des ouvrages hydro agricoles, tels que les digue-routes, et la capacité d'accueil des abreuvoirs et leur design (forme en T), ainsi que le couplage de parcs à vaccination de petits ruminants à celui de gros bétails.

17. **Suivi-évaluation.** Le PADAER dispose d'un système de suivi-évaluation informatisé et fonctionnel. Le système traite les données collectées sur la base de fiches de collecte renseignées par les dispositifs de terrain des partenaires stratégiques et les prestataires de services renforcés. Ces données sont consolidées afin d'établir les tableaux de bord périodiques des indicateurs du programme et de répondre aux besoins en informations des partenaires. Le système répond aux besoins de mise en œuvre et de pilotage du programme ainsi qu'aux besoins d'évaluation de son impact. La fonction de pilotage du système repose sur un suivi interne permanent et un dispositif fonctionnel de collecte de données. Toutes les fiches de collectes ont été configurées dans le système de suivi évaluation par le personnel de la cellule, ce qui peut faciliter les modifications éventuelles. Le renseignement des fiches permet à la fois d'avoir des informations en temps réel sur l'exécution des activités du PTBA et le niveau d'atteinte des indicateurs du cadre logique et SYGRI. Par ce mécanisme, le PADAER renforce la fiabilité de ces données.

18. Le contrôle de la qualité des données qui revêt une importance particulière dans le système de suivi-évaluation du programme est assuré à tous les niveaux et avec l'implication de tous les acteurs. Ce contrôle se matérialise au niveau des fiches de collecte par une signature de l'acteur chargé de la collecte et au niveau du logiciel par une validation.

19. Le PADAER a mis en place des paquets techniques (utilisation de l'herbicide, diffusion du riz de plateau, etc.) que des ménages non bénéficiaires des appuis du programme ont commencé à répliquer. Il est important de capturer toutes ces initiatives et de les documenter.

20. **Gestion fiduciaire.** La mise en œuvre des opérations relatives à la gestion administrative, financière et comptable est satisfaisante avec une prise en charge correcte et fiable des opérations fiduciaires conformément aux dispositions du manuel de procédures administratives, financières et comptables. Les engagements du PADAER en terme de reporting ont été respectés notamment à travers la transmission dans les délais requis des états financiers du Programme et du rapport d'audit y relatif. Par ailleurs, toute la documentation nécessaire à la présente mission, arrêtée au 31/08/2016 a été rendue disponible avant le démarrage de la mission. Elle ne présente pas de distorsion particulière pouvant remettre en cause la qualité et la fiabilité de la gestion. En matière de performance, les taux de décaissement réels relevés en DTS sont de 62,35%/FIDA et 65,31%/FFE. Pour ce qui est de la contrepartie de l'État exclusivement exprimée en taxes, le taux de réalisation est de 74,50% du montant prévu au plan de financement. Concernant les bénéficiaires, leur participation représente 89,2% de la contribution attendue sur la durée de mise en œuvre du Programme.

21. Au 31 août 2016, les taux d'exécution physique et financière du programme se présentent respectivement de la façon suivante : 43,07% pour l'exécution physique et 37,72% pour l'exécution financière ; l'écart s'expliquant par la prise en compte d'activités dont le paiement est intervenu en 2015 alors que la mise à disposition effective n'est intervenue qu'en 2016 (acquisition des équipements par les OP).

C. Produits et effets

Composante 1 : Amélioration de l'offre de produits agricoles

22. **Infrastructures hydro-agricoles.** Dans la région de Matam, 235,9 ha ont effectivement fait l'objet de reprise de planage, ce qui constitue un taux de réalisation de 118% par rapport aux objectifs du PTBA 2016. Cet avancement fait qu'à ce jour, 28 périmètres irrigués villageois ont fait l'objet de

reprise de planage sur une superficie cumulée de 763,9 ha, ce qui dépasse largement les objectifs de 200 ha programmés dans le DCP (382%). Les effets qui en ont résulté sont l'augmentation significative de la production rizicole, la pratique de la double culture et donc une contribution notable aux objectifs stratégiques du gouvernement dans le cadre du PRACAS.

23. Concernant les aménagements polycoles pour les cultures de diversification sur une superficie totale de 60 ha, les marchés y relatifs sont en cours d'attribution. Les 20 ha en irrigation localisée concerne une tranche ferme dont l'exécution démarre en décembre 2016. Par contre, s'agissant des 40 ha (tranche conditionnelle) devant être installés en irrigation par aspersion (recommandation de la RMP), l'exécution est fonction de la disponibilité de fonds additionnels.

24. Dans les régions de Kédougou et Tambacounda, 154 ha d'aménagements parcellaires complémentaires ont fait l'objet de réception provisoire. Ces mêmes travaux sont en cours dans la région de Kolda. Ce type d'aménagement, compte tenu des recommandations de la RMP a vu ses objectifs limités aux quantités exécutées dans la cadre du PTBA 2016, du fait que le P2RS prend le relais du PAPIL en amont des ouvrages réalisés par ce projet. Le cumul à ce jour est de 285 ha ce qui a pour effet de booster la production rizicole dans les régions d'intervention.

25. En matière de nouveaux aménagements de bas-fonds dans les régions de Kédougou, Kolda et Tambacounda, le projet a réalisé 415 ha sur un objectif de 255 ha, soit 163%. Dans la région de Kédougou, 50 ha d'aménagement de plaines d'épandage de crues ont été réalisés et mis en valeur conformément aux prévisions du PTBA 2016, ce qui amène le cumul pour ce type d'aménagement à 160 ha soit 80% des objectifs du DCP en la matière.

26. Pour ce qui concerne la réhabilitation des PISO, la RMP a réorienté le programme vers la création ou la réhabilitation de périmètres horticoles dans les régions de Kédougou, Kolda et Tambacounda. A ce jour, sur un cumul de 132 ha de périmètres horticoles prévu, la mission a constaté la réalisation de 40,75 ha, soit un taux d'exécution de 31% des prévisions du PTBA 2016.

27. En matière de conservation des eaux et des sols/défense et restauration des sols, le Programme a réalisé des travaux de DRS sur 718,4 ha de terres de bassins-versant en amont des bas-fonds et vallées aménagées dans les régions de Kolda, Kédougou et Tambacounda. Cela représente un taux de réalisation de 31% des objectifs du PTBA 2016 (2 425 ha). A ce jour, le cumul des superficies protégées en CES/DRS est de 3 176,4 ha, soit 53% des objectifs du DCP.

28. **Infrastructures pastorales.** Le programme poursuit les travaux de renforcement d'unités Pastorales existantes. Ainsi quatre (4) abreuvoirs ont été réceptionnés. Huit (8) magasins de stockage d'aliments de bétail et deux (2) châteaux d'eau sont exécutés à hauteur de 98%. Par contre deux (2) autres châteaux d'eau sont exécutés à un taux de 50%, Pour ce qui concerne la création de nouvelles unités pastorales, les entreprises sont recrutées. Les travaux sont en cours pour la construction de dix (10) abreuvoirs, dix (10) parcs à vaccination et dix (10) magasins d'aliments de bétail. Pour les dix nouveaux forages et dix (10) châteaux d'eau à réaliser, les marchés sont en voie d'être attribués. Parmi ces infrastructures, la réalisation de cinq (5) forages et de cinq (5) châteaux d'eau est associée à un tranche conditionnelle, liée à la disponibilité du financement additionnel. La réalisation des pare-feu ainsi que les activités de mise en défens sont envisagées dans le cadre du protocole en cours de négociation avec les eaux et Forêts de Matam.

29. **Productions agricoles.** La superficie globalement emblavée est de 15 939 ha dans 600 villages. Cette superficie est essentiellement composée des cultures céréalières (8 822 ha de riz pluviales, 301 ha de riz en SRI contre saison chaude, 597 ha de riz en SRI hivernage, 5 516 ha de maïs, 313 ha de mil et 216 ha de fonio). A ces céréales s'ajoute la culture du niébé en guise de diversification des sources de revenus des bénéficiaires. La conduite de ces cultures a nécessité la mise à la disposition des agriculteurs de 652 tonnes de semences certifiées (dont 529 tonnes pour le riz et 99 tonnes pour le maïs), 2 889 tonnes d'engrais NPK (triple 15), 2 millions de tonnes d'urée et de 72 787 litres d'herbicide. Ces intrants ont bénéficié à 26 022 ménages parmi lesquels 14 052 femmes et 7 546 jeunes. En plus des intrants, 21 122 ménages parmi lesquels 11 721 femmes et 6 044 jeunes ont eu accès aux équipements aratoires. L'ensemble des producteurs ont bénéficiés de l'appui conseil fournis par les partenaires stratégiques à travers 34 conseillers agricoles et 605 relais communautaires. Différentes formations sur les bonnes pratiques ont été réalisées. La production attendue pour toutes cultures confondues est de 48 371 tonnes (47 413 tonnes de céréales et 959 tonnes de niébé).

30. De la campagne 2014/2015 à la présente de 2016/2017, la mission note une importante progression des superficies agricoles qui sont passés de 2 207,98 ha à 15 939 ha soit une évolution de 672%. L'importante implication du programme dans la réalisation des objectifs du PRACAS particulièrement l'atteinte de l'autosuffisance en riz en 2017 est à la base de ces résultats. Cette augmentation est ainsi plus significative sur le riz.

31. Pour l'essentiel, le maïs est en pleine phase de remplissage des grains et en début de maturation dans l'ensemble des régions de même que le niébé et le mil. Pour le riz, différentes phases de développement sont observées (montaison, épiaison et remplissage). Si la pause actuelle se prolonge, elle risquerait d'impacter de façon irréversible la productivité des parcelles de riz qui sont à des stades très sensibles au stress hydrique, de même que pour les parcelles tardives de maïs dans la région de Tambacounda.

32. **Multiplication de semences.** Mené conjointement avec les DRDR, le programme de multiplication de semences porte sur une superficie de 582,5 ha (dont 377 ha de plateau et 205,5 ha de bas-fonds) de multiplication de semences de base en partenariat avec la SEDAB (442,5 ha), le PNAR (20 ha) et BAMTAARE (120 ha). Ce programme vise à assurer au moins une production de 1 580 tonnes de semences certifiées de riz (plateau et bas fond) de niveau R1 et R2 afin de sécuriser la disponibilité de ces intrants pour la prochaine campagne agricole. Pour renforcer cette dynamique, la ferme semencière de DIEDAH à KOLDA sera prochainement réhabilitée afin de promouvoir la multiplication des semences de pré bases et de base qui contribueront à régler durablement le problème récurrent de la disponibilité suffisante des semences de NERICA.

33. La non disponibilité au niveau national de semences certifiées de riz de plateau et de fonio n'a pas permis de satisfaire la totalité des besoins. Le gap est respectivement de 10% et 2%.

34. Dans la dynamique de soutenir la professionnalisation des OP et de gérer et mitiger les risques, le PADAER continue à forger son partenariat avec le programme 4R du PAM et la Compagnie Nationale d'Assurance Agricole du Sénégal (CNAAS), pour appuyer la participation des OP au programme d'assurance agricole, basé sur un indice pluviométrique. Pour la campagne 2016/2017, ce programme d'assurance a concerné le maïs et 46 OP se sont souscrites (contre le 7 OP au cours de la campagne 2015/2016) en faveur de 636 bénéficiaires (303 hommes et 333 femmes) et une emblavure de 622 ha. Parmi les 46 OP, 14 se trouvent dans la région de Tambacounda et 32 (regroupées en quatre Unions), dans la région de Kolda. Le capital assuré est de 130 949 138 FCFA et la prime totale due à l'assureur est de 10 022 744 FCFA. Sur ce montant, la prime supportée par les producteurs est de 3 176 806 FCFA avec 50% de l'assurance cofinancé par le gouvernement du Sénégal. Certaines OP (par exemple Dialacoulon, une Union de Kolda) avaient des difficultés de mobilisation de leur contribution à la prime de l'assurance. Un appui de proximité de l'antenne de Kolda et du Responsable production et marché du programme est nécessaire à cet effet.

Composante 2 : Valorisation et mise en marché

35. **Infrastructures marchandes.** Les travaux de construction de quatre (4) complexes commerciaux (magasins multifonctionnels) de 120 tonnes sont en cours avec un taux d'achèvement global de 74% en rapport avec les prévisions du PTBA 2016. Le magasin de Tambacounda est achevé, celui de Matam l'est à 95% tandis ceux de Kolda et Kédougou le sont à 50%. Les marchés relatifs à la réalisation de huit (8) autres magasins d'une capacité de 120 tonnes sont déjà attribués. Concernant la réalisation de huit (8) Km de pistes prévues dans le PTBA 2016 dont cinq (5) à Kolda et trois (3) à Tambacounda, les ordres de service sont notifiés aux entreprises en vue de démarrer les travaux le 25 octobre 2016. A ce jour grâce au partenariat avec le PPC, le cumul de réalisation du linéaire de piste est de 73,5 Km, soit 98% de l'objectif visé dans le DCP.

36. **Professionnalisation et autonomisation des OP.** L'appui du PADAER a touché 1 146 OP de base au total, dont 849 dans les régions de Tamba, Kédougou et Kolda (235 de 3^{ème} génération, 477 de 2^{ème} génération et 137 de 1^{ère} génération) et 297 dans la région de Matam sur une prévision de 975 OP dans le DCP. Les appuis aux faïtières ont consisté en : diagnostic institutionnel participatif (DIP) de 15 faïtières, appui à la formalisation, organisation d'assemblées générales et de séances d'information. Un protocole est en cours de signature avec le Collège national des producteurs de maïs (CNPM) dans le but de son renforcement institutionnel. Les OP rencontrées ont leur récépissé

de reconnaissance officielle et sont fonctionnelles avec des comptes bancaires et des instances qui sont régulières (AG, CA, CC, comités spécialisés). Elles ont une capacité de développement de relations fructueuses formelles ou informelles avec les partenaires et autres acteurs. Les membres individuels (une trentaine par OP de base) sont informés des activités et participent aux réunions. Le choix des OP est fait sur la base des fiches de sous-projets pertinents validés par les CRA. La mission a visité quatre sites (Dawady, Sinthiou Maleme, Madina Yera et Gouloumbou/Missirah) et a rencontré des OP représentatives des trois générations accompagnées par le PADAER notamment : (i) des OP de base ; (ii) une coopérative de production de semences de riz et ; (iii) la fédération régionale filière riz. La mission note une dynamique organisationnelle forte et une satisfaction générale exprimée par les producteurs rencontrés.

37. Les appuis suivants ont été apportés : (i) sensibilisation et information sur le programme et son approche avec 35 406 producteurs touchés, dont 48% de femmes; (ii) acquisition d'un paquet technologique d'intrants de qualité (semences, engrais, herbicides) ; (iii) formation et appui conseil avec 43 702 producteurs touchés, dont 60% de femmes sur les aspects techniques (2 103 producteurs dont 51% de femmes), organisationnels, de gestion administrative, financière et de la production, leadership féminin (31 leaders formés), passation de marché ; (iv) acquisition de petits équipements agricoles ; (v) coaching commercial, calcul des coûts de production, établissement des comptes de résultat, fixation des prix de référence, mise en relation et négociation avec les OM (41 OM dans la région de Tambacounda ont été identifiés et mis en relation avec les OP, au total 21 contrats ont été signés); (vi) mise en relation des OP avec les MPER en amont et en aval de la production (semences, équipement, labour, post récolte) ; (vii) mise en relation des OP avec les SFD pour le crédit (CNCAS, CMS, U-IMCEC : 67,5 millions FCFA), (viii) DIP des OP assorti de plan de développement ; (ix) formation des relais endogènes d'appui conseil (27) ; (x) formation en éducation financière pour 30 leaders d'OP et 15 formateurs avec l'accompagnement de l'ONG Développement International Desjardins (DID); (xi) échanges d'expérience sur des thématiques pertinentes de démonstration, d'apprentissage avec les acteurs des chaînes de valeur au niveau des tables filières; (xii) 13 rencontres d'auto évaluation des campagnes par les OP ; (xiii) souscription à l'assurance agricole par sept OP en 2015 et 46 OP en 2016 avec des preuves d'indemnisation effective; (xiv) appui à l'organisation de l'assemblée générale de la fédération régionale des producteurs de riz en synergie avec d'autres programmes en cours dans la région ; (xv) mise en place au niveau de chaque OP d'un cahier de suivi et de gestion de la production.

38. Quant à l'analyse de l'autonomisation et de la professionnalisation des OP partenaires du PADAER, il est prévu dans le DCP une évolution de 10% d'OP de niveau 1 vers le niveau de maturité 3 et 35% de niveau de maturité 2 vers le niveau 3. A ce stade, les huit (8) OP de base rencontrées oscillent entre les niveaux 1 et 2 avec des capacités organisationnelles, de gestion et de fourniture de services perceptibles par endroit sans exclure la grande nécessité d'appui institutionnel à tous les niveaux (OP de base et filières). La mission note que ces OP des 3 générations rencontrées ont été capables de mobiliser à 100% leur apport à travers plusieurs stratégies : (i) en numéraire pour le 1er apport ; (ii) au moyen de l'épargne intrants à partir des surplus de production ; (iii) au moyen de champs collectifs ; (iv) avec un complément de crédit bancaire ; (v) avec la mobilisation de l'épargne sur pied. La mission note que les OP sont capables de prendre en charge cette fonction et les stratégies internes de mobilisation de ressources financières doivent être encouragées et renforcées. Pour conforter cette dynamique de capacité interne des OP, la mission a noté l'existence et la construction d'une relation de confiance avec les SFD. Ce constat est illustré par des crédits aux OP de montant modeste certes (1 à 2 millions/F FCFA/OP) qui sont bien utilisés et remboursés. Aussi, l'accompagnement du PADAER à travers l'encadrement par des partenaires stratégiques (ANCAR, BAMAARE) et la formation des membres des OP et des formateurs en éducation financière sous l'encadrement de DID, a t'elle a été une garantie supplémentaire pour renforcer la connaissance et la confiance mutuelles nonobstant les interrogations sur le taux d'intérêt au niveau de certains SFD. La promotion progressive de partenariat entre OM et MPER est une autre illustration d'une autonomisation et professionnalisation émergentes des OP.

39. En termes de changements relevés au plan technique et économique, la mission note : (i) la capacité d'autosuffisance alimentaire en course d'être atteinte des ménages à travers une augmentation des superficies cultivées ; (ii) l'augmentation de la productivité et de la production, de l'accessibilité aux productions par la baisse des prix ainsi qu'une diversité de l'offre (évolution des rendements de 900 kg/ha à 2,5 t/ha sur le maïs par exemple, introduction de nouvelles cultures) ; (iii) la capacité technique acquise par les producteurs ; (iv) le gain de temps occasionné par l'adoption de

bonnes pratiques; (v) l'augmentation du pouvoir économique des producteurs avec une bonne stratégie de gestion de la production; (vi) l'introduction par endroit de nouvelle culture comme le riz particulièrement ; (vii) l'augmentation de la capacité d'investissement ; (viii) la sécurisation de l'activité avec l'introduction progressive de l'assurance agricole.

40. Au plan organisationnel, les changements relevés concernent : (i) le renforcement du lien commun au sein des OP notamment en matière de création d'emplois, de lutte contre l'émigration des jeunes, de recherche d'une bonne rémunération de l'agriculture pour les jeunes et les femmes particulièrement ; (ii) le renforcement de la cohésion sociale ; (iii) la redynamisation et la crédibilité des OP vis-à-vis des membres avec des services concrets et pertinents comme pour les intrants, le crédit, la commercialisation; (iv) le rapprochement des communautés, leur mobilisation massive et continue autour de l'approche du PADAER ; (v) le renforcement des capacités de négociation avec les autres acteurs de la chaîne de valeur agricole.

41. La mission note une appropriation par les producteurs des approches suivantes : (i) l'accompagnement de la dynamique organisationnelle sur la base de l'existant ; (ii) l'autonomisation et la professionnalisation orientées vers des services concrets et efficaces aux membres ; (iii) la gestion de la production et constitution du plan d'épargne intrants ; (iv) la subvention dégressive ; (v) la mise en relation et la contractualisation ainsi que l'inter-professionnalisation. D'autres éléments d'appréciation en faveur de la durabilité des actions du PADAER sont relatifs à : (i) l'engagement et l'enthousiasme des communautés dans le sens d'une participation active; (ii) le choix des membres qui participent aux différentes formations pour la capitalisation ; (iii) la qualité des leaders présentant de grandes capacités de production et de négociation ; (iv) la crédibilité des OP avec des services effectifs aux membres, (v) la dynamique de regroupement des OP de base au sein des faïtières pour prendre en charge les services structurants ; (vi) l'environnement des affaires des OP qui bénéficie de partenaires publics et privés professionnels (ANCAR, BAMTAARE, MPER, SFD, OM) ; (vii) l'utilisation par les producteurs de semences certifiées produites localement ainsi que l'augmentation des superficies et de la productivité agricole ; (viii) l'internalisation de l'appui conseil au sein des OP à travers les relais endogènes motivés par les OP. A titre illustratif, la mission a noté que les relations de collaboration en construction entre OP/MPER notamment dans le post-récolte sont des gages de durabilité. En effet, la demande pour les opérations de post-récolte dépasse largement l'offre de prestation disponible, ce qui laisse une grande marge de croissance et de durabilité tant pour les OP que pour les opérateurs.

42. En termes de perspectives, le processus d'identification et redynamisation des unions est à ce stade assez timide. A titre de rappel, dans le DCP il est prévu l'accompagnement de 58 unions au niveau de 13 communautés rurales, mais la mission d'appui de février 2014 a recommandé de travailler avec les OP de base. L'appui institutionnel et de renforcement des capacités des faïtières (unions, fédérations) est une étape importante du processus d'autonomisation et de professionnalisation de façon qu'elles puissent prendre en charge les aspects groupage, stockage, négociation et commercialisation des surplus de production des membres. Il en est de même pour l'appropriation des DIP et des plans de développement pertinents qui permettent de positionner les OP selon leurs spécialisations. Une évaluation du niveau d'autonomie des OP faïtières, devrait permettre de mieux cibler les appuis et de mieux affiner les stratégies internes de mobilisation des ressources. La mission a également noté des cas de mévente notamment pour les semences de riz de bas fond dans un milieu où c'est la demande en semences de riz de plateau qui augmente fortement. En effet au niveau de la coopérative semencière de Gouloumbou, sur une production de 8 tonnes de semences de riz de bas-fond, la coopérative n'a pu vendre que les 2 tonnes. Cette situation nécessite une bonne planification de la production des semences en fonction de la demande et de la capacité de commercialisation par les OP. Les besoins de renforcement des capacités des OP en matière de sécurisation et de valorisation de la production, notés par la mission, concernent l'organisation de la poste récolte (magasin de stockage, matériels de transformation, la poursuite du renforcement des relations OP/OM). La mission note enfin que des pauses pluviométriques fréquentes dont l'impact significatif sur le riz pourrait compromettre la production. Les OP ont exprimé à cet effet, la nécessité d'appui en termes d'aménagement, d'équipement d'irrigation et de matériel de labour.

43. **Entreprenariat Rural.** Le volet « Entreprenariat rural » se concentre sur les MPER héritées du portefeuille du PROMER 2 qui sont dans les chaînes de valeur agroalimentaires, ainsi que sur des nouvelles entreprises locales à consolider dans le domaine de la transformation des produits agricoles et forestiers et de la prestation de services agricoles en amont (labour, fabrication,

réparation, entretien des équipements hydro agricoles) et en aval (traitements post récoltes, tels que le décorticage, l'égrenage et le battage).

44. Le PADAER a renforcé son dispositif de suivi et accompagnement de proximité des MPER. en recrutant des prestataires d'appui en août 2016. A la date du 31 août 2016, l'appui du programme a permis d'enregistrer les résultats suivants : (i) 223 demandes d'appui reçues; (ii) 76 diagnostics et plans de développement triennal des MPER développés, sur 200 (38%) ; (iii) 136 OP ont commandé 1084 unités de petits matériels auprès de 07 MPER pour un chiffre d'affaires total de 134 070 000 F CFA ; (iv) 729 membres de MPER formés sur les techniques de coupe, la transformation des céréales, l'éducation financière, l'art culinaire, l'agriculture bio, la normalisation, l'étiquetage, les bonnes pratiques d'hygiène, la traçabilité, la formalisation, la fabrication des matériels agricoles, la transformation du fonio ; (v) 05 dossiers ont été financés par les SFD (UIMCEC, CMS et CNCAS) pour un montant de 5 850 000 F CFA et un dossier subventionné par le programme à hauteur de 13 509 104 F CFA ; 20 formateurs de formateurs du PADAER (6) et ses partenaires (14) formés en Education Financière en partenariat avec l'ONG DID ; (vi) l'évaluation des subventions accordées aux 58 MPER issues du PROMER 2 ; (vii) la formalisation de 73 MPER (registre de commerce , NINEA, etc.; (viii) l'appui à l'obtention d'autorisations FRA pour 38 MPER ; (ix) la participation aux foires et techno foires (FIARA ,Techno foire, SIA) de 39 MPER pour réaliser des chiffres d'affaires de près de 12 199 180 FCFA, ainsi que pour nouer des contacts de partenariat et d'obtenir des commandes importantes; (x) l'évaluation technique et financière des besoins en construction / réhabilitation des locaux de production et équipements de 119 MPER réalisée ; xi) l'appui et le suivi accompagnement de 184 MPER ; xii) l'acquisition de 510 000 emballages pour les MPER (360 000 unités) et pour les OP (150 000) grâce au protocole signé avec Bio Essence; (xiii) 11 jeunes ont été formés aux techniques d'utilisation des égraineuses de maïs et décortiqueuses à riz par HBM avec les traitements de 63,8 tonnes de riz décortiquées et 320,7 tonnes de maïs égrenées.

45. Le PADAER a adopté la stratégie de mise en relation OP/MPER dans le cadre de la fabrication des équipements et de la fourniture des services de récoltes et post récoltes aux OP. Les montants des contrats varient de 700 000 à 40 millions F CFA sur la période 2015/2016, ce qui a contribué à l'établissement de relations durables entre les OP et les MPER. Le renforcement des capacités des MPER, en leur dotant des décortiqueuses et égreneuses pour les opérations post récoltes, a permis de faciliter aux OP l'accès et la disponibilité de ces types de services. Parallèlement les services de réparation et d'entretien de proximité des équipements existent et les OP peuvent en avoir accès grâce au renforcement de leurs compétences en matière de passation des marchés publics.

46. Le partenariat public-privé avec HBM se résume pour l'essentiel à des opérations d'égrenage de maïs, de décorticage de riz, d'apprentissage de jeunes des villages des zones de production. L'incubation de jeunes entrepreneurs locaux se poursuit en leur spécialisant sur les prestations de services relatives aux travaux de préparation de sol et des opérations post récoltes (égrainage maïs et décorticage de riz). Ainsi, sur les 11 jeunes formés, 10 ont pu finaliser leurs plans de développement. Les plans et devis de construction des halls de prestations sont réalisés. En sus de l'appui pour la construction des halls, ces jeunes bénéficieront d'une subvention du programme pour les équipements (deux batteuses mobiles, deux décortiqueuses mobiles, quatre égreneuses mobiles en combiné et un moulin).

47. De plus en plus, la mise en relation OP/MPER se consolide au niveau de l'approvisionnement des MPER pour les matières premières à transformer. Par exemple les MPER de la zone de Tambacounda « Rurale Entreprise », production d'aliment de volaille, et CESIRI, transformation de céréales, s'approvisionnent quasi exclusivement au niveau des OP appuyées par le PADAER.

48. Le partenariat avec Bioessence a permis de: (i) renforcer les capacités de 419 membres d'OP et de MPER, de partenaires et du personnel du PADAER à travers un programme de formation sur les thèmes de l'agriculture biologique, les normes de fabrication et de production et les bonnes pratiques d'hygiène ; (ii) mettre à niveau 40 entreprises pour concevoir leurs étiquettes avec toutes les normes requises (logo, marque, code barre, autorisation FRA, nom produit) et sur la technique de conditionnement ; (iii) appuyer l'acquisition de la dotation en emballages kraft avec les indications (table nutritionnelle, ingrédients, mode d'emploi, AOP, date d'utilisation ou péremption, poids) et les sacs de riz de 50 kg ou 25 kg ; (iv) renforcer le coaching commercial avec l'appui à l'organisation et la participation au SIA 2016 et la FIARA 2016. Grâce à cette mise à niveau, au catalogue des MPER et aux cartes de visites distribuées lors des événements commerciaux, 36 MPER (30 MPER du SIA et 6 MPER de la FIARA 2016) ont pu diversifier leurs clientèles et ont reçu directement des commandes

d'une valeur de 16 500 000 F CFA au niveau national et international. De plus, un partenariat de commercialisation du fonio et d'autres produits exotiques est en cours de discussion avec la chaîne américaine *Woodland Foods*.

49. La durabilité des actions du programme repose entre autres sur des éléments ci-après :

- La mise en réseau des MPER appuyés en fonction des filières prioritaires (riz, maïs, fonio, baobab, fruit et légumes, construction métallique) permet de renforcer leur capacité pour satisfaire certaines commandes. La consolidation de ces réseaux devra se poursuivre et leur statut légal devra être défini dans les mois à venir ;
- De plus, les réseaux facilitent l'harmonisation des process de fabrication, la complémentarité, la communication, les échanges, les plaidoyers et les lobbyings auprès d'autres structures;
- Pour renforcer l'autonomisation des MPER à l'accès aux emballages, le PADAER compte promouvoir une centrale d'approvisionnement des emballages à travers les entreprises types PME / PMI qui s'activent dans ce domaine. Il s'agira de procéder à l'identification et à la sélection de la PME/PMI, de mener un diagnostic approfondi, d'élaborer un plan de développement triennal et un plan d'affaires pour le financement du promoteur, de définir et mettre en œuvre les appuis retenus et effectuer un suivi accompagnement aussi bien par les prestataires que par les partenaires spécialisés dans le domaine de production de packaging ;
- La mise en relation des MPER avec les IMF sera renforcée à travers les partenariats avec DID et le Fonds d'Appui au Développement du Secteur Rural (FADSR). Ces partenariats faciliteront l'accès aux produits financiers destinés à appuyer la mise en œuvre actions planifiées par les MPER. Les données sur l'accès au financement des MPER devront être adéquatement et ponctuellement renseignées;
- Les services techniques déconcentrés et les chambres consulaires contribuent considérablement à la mise en œuvre du programme à travers la réalisation des activités de formation et de suivi accompagnement par l'appui à la formalisation et par la sensibilisation sur la législation commerciale.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Renforcer l'appui institutionnel et organisationnel et appuyer le développement des capacités des unions et fédérations pour leur permettre de structurer les services aux OP de base et aux producteurs dans la perspective leur autonomisation et professionnalisation	Responsable OP/UCP	Continue
Affiner la réflexion interne sur les stratégies d'autofinancement des OP, des unions et fédérations (participation des membres, champs collectifs, prélèvements sur les services groupés, diversification des activités économiques)	Responsable OP/ UCP	Continue
Renforcer le suivi du prélèvement et de la gestion de l'épargne intrants	Responsable OP/ UCP	Continue
Renforcer les unions et fédérations dans le post-récolte notamment les magasins de stockage et matériels de transformation pour faciliter la commercialisation et augmenter les revenus des producteurs	Responsable OP/ UCP	Continue
Poursuivre l'accompagnement des OP dans les préparations et négociations du financement de matériel agricole lourd	Responsable OP/ UCP	Continue
Poursuivre l'appui au réseautage des MPER par filière ou secteurs d'activités appuyés par le PADAER	Expert MPER / UCP	Mars 2017
Intensifier les relations OP/MPER pour la fabrication des équipements, les prestations pré et post récoltes, approvisionnement en matière première	Expert MPER / UCP	continu
Promouvoir une PME/PMI locale au niveau de Tambacounda pour la mise sur pied d'une centrale d'approvisionnement en emballage	Expert MPER / UCP	Fin décembre 2016
Accélérer le processus de construction / réhabilitation des locaux de production et d'équipements des MPER	Expert MPER / UCP	Fin décembre 2016
Renforcer la mise en relation OP/MPER/IMF par la poursuite de la mise en œuvre du partenariat DID / PADAER et celle en cours de finalisation FADSR / PADAER	Expert MPER/UCP	Continu
Poursuivre la stratégie d'implication effective des services techniques et des chambres consulaires par leur mobilisation, pour le suivi accompagnement des MPER (formalisation, contrôle de qualité, législation commerciale, etc.)	Expert MPER/UCP	Continu

D. État d'avancement de l'exécution du Programme

50. **Activités de Suivi-évaluation.** Le Programme dispose d'un système de suivi – évaluation informatisé et fonctionnel géré par un personnel qualifié (un Responsable de Suivi-Evaluation et un Assistant de Suivi-Evaluation). Le système traite les données collectées sur la base de fiches de collecte renseignées par les dispositifs de terrain des partenaires stratégiques (CAR et conseillers polyvalents) pour les OP et les prestataires de services pour les MPER. Ces données sont consolidées afin d'établir les tableaux de bord périodiques des indicateurs du programme et de satisfaire les besoins en informations des partenaires.

51. Toutes les enquêtes de base ont été réalisées au démarrage du projet (SYGRI et enquête de référence sur la réalisation des objectifs de développement). Au-delà du suivi des activités réalisées pour assurer l'atteinte des objectifs du PTBA, un suivi de l'exécution est effectué pour disposer d'informations sur toutes les étapes de la mise en œuvre des activités. L'objectif visé est d'apprécier à temps réel les performances réalisées et de procéder à des réajustements au besoin.

52. La fonction de pilotage du système repose sur un suivi interne permanent et un dispositif fonctionnel de collecte de données. Toutes les fiches de collectes ont été configurées dans le système de suivi évaluation par le personnel de la cellule, ce qui peut faciliter les modifications éventuelles. Le renseignement des fiches permet à la fois d'avoir des informations en temps réel sur l'exécution des activités du PTBA et le niveau d'atteinte des indicateurs du cadre logique et SYGRI. Par ce mécanisme, le PADAER renforce la fiabilité de ces données. Le contrôle de la qualité des données revêt une importance particulière dans le système de suivi-évaluation du PADAER. Il implique tous les acteurs et se matérialise au niveau des fiches de collecte par une signature de l'acteur chargé de la collecte et au niveau du logiciel par une validation.

53. Le programme a signé un contrat de maintenance et de mise à jour du SSE. Cette assistance technique a permis d'améliorer de façon significative le module «Etats» de sortie des bases des données ce qui facilite davantage le *reporting*. Des améliorations ont aussi été apportées sur les

protocoles et les contrats des partenaires, surtout au niveau des plans d'actions. Des corrections ont été également faites sur les types d'intrants et spéculations agricoles pour une meilleure harmonisation. Certaines redondances et doublons d'une fiche de collecte à une autre ont été corrigées. Des dispositions doivent être prises pour donner des droits d'accès aux utilisateurs, tels que les partenaires stratégiques, pour contribuer à la saisie de données, en appui des antennes. Par ailleurs, le programme devrait commencer à réfléchir sur la possibilité de donner aux autres utilisateurs des droits d'accès au système, en qualité de visiteurs.

54. De plus, une étude thématique sur les effets est prévue aux fins d'apprécier le niveau d'atteinte des résultats du second niveau (effets). Le Termes de Reference de l'étude sont prêts et le rapport de l'étude devra être finalisé avant la fin de 2016. Le programme devra accélérer la réalisation de cette étude pour s'assurer de la disponibilité de ces résultats le 31 décembre 2016. Par ailleurs, le PADAER a mis en place des paquets techniques (utilisation de l'herbicide, diffusion du riz de plateau, etc.) que des ménages non bénéficiaires des appuis du programme ont commencé à répliquer. Il est important de mener une étude pour documenter tous ces effets indirects du projet. .

55. En conclusion on peut dire que le système de suivi évaluation répond aux besoins de mise en œuvre et de pilotage du programme ainsi qu'au besoin d'évaluation de son impact. La base de données dispose d'informations détaillées sur les indicateurs de produits du cadre logique qui pourront être bien exploitées pour les rapports d'avancement ou d'achèvement du programme et ceci afin d'évaluer les changements en termes de sécurité alimentaire et de revenus agricoles qui s'opèrent chez les ménages bénéficiaires.

56. Par ailleurs, la RMP a pris ou validé des options sur les infrastructures et aménagements en changeant les valeurs cibles sans pour autant que le cadre logique ne soit revu. Il est important de revoir le cadre logique pour permettre à l'équipe du programme de disposer d'un nouveau référentiel.

57. En ce qui concerne l'appui du PADAER à la mise en place d'un système de suivi évaluation sectoriel, comme prévu dans le DCP, le programme a initié la collaboration avec le Projet d'Appui aux Politiques Agricoles (PAPA), appuyé par l'USAID, qui a démarré le processus de mise en place du SSE sectoriel avec comme objectif de mutualiser les moyens et les efforts. Les activités qui seront prises en charge par le PADAER seront précisées avant la fin de l'année. Il s'avère important que le MAER précise avec quelle structure, entre PAPA et DAPSA, le PADAER devra apporter son appui sur le système de suivi sectoriel ; ceci éviterait toute duplication des efforts et garantirait une utilisation judicieuse des ressources financières.

58. **Cohérence entre le PTBA et la mise en œuvre.** Le suivi du PTBA est aujourd'hui un outil parfaitement maîtrisé par le PADAER. La cohérence entre le PTBA et l'exécution est bien prise en compte en ce sens que chaque activité du PTBA est liée à un indicateur de produit du cadre logique, ceci depuis la planification. Le PTBA est suivi en termes de valeurs cibles et en termes d'exécution des tâches. L'existence d'une interface entre le Tom2PRO et le système de suivi-évaluation permet l'exploitation des données analytiques notamment en matière de planification des activités du PTBA, de suivi budgétaire et d'alerte sur les niveaux d'exécution. Au 31 août 2016, les taux d'exécution physique et financière du programme se présentent respectivement de la façon suivante : 43,07% pour l'exécution physique et 37,72% pour l'exécution financière ; l'écart s'expliquant par la prise en compte d'activités dont le paiement est intervenu en 2015 alors que la mise à disposition effective n'est intervenue qu'en 2016 (acquisition des équipements par les OP).

59. **Lutte contre la pauvreté.** L'évolution progressive des superficies qui sont passées de 2 207,98 ha en 2014/2015 à 15 939 ha en 2016/2017 soit une évolution de 622% donne une idée de la production agricole attendue pour une meilleure prise en charge des conditions de vie des populations. Les actions du programme ont permis d'atteindre 43 753 ménages bénéficiaires directs soit 437 530 personnes. La production agricole de la campagne 2015/2016 de 35 259 T de céréales a permis de couvrir les besoins alimentaires annuels de 190 589 personnes². La production additionnelle de 222,39 T de niébé permet aussi d'améliorer la qualité nutritionnelle de l'alimentation des ménages et surtout des enfants de moins 5 ans et donc offre une certaine garantie pour la lutte contre l'insécurité alimentaire. Les témoignages des populations qui ont encore dans leur grenier du maïs ou du riz récolté l'année dernière démontrent la portée sociale et économique des interventions du programme. L'augmentation des revenus de sept MPER de fabrication de matériels agricoles leur a permis de renforcer leurs outils de travail et de créer/consolider des emplois.

²Normes FAO, 185 Kg de céréales par année et par personne

60. A Matam, les aménagements pastoraux réalisés par le programme ont contribué largement à l'amélioration des conditions de vie et d'existence des populations locales. Ainsi, la recherche de l'eau potable n'est plus un problème pour les femmes, les jeunes et les enfants, ce qui leur permet dorénavant de se consacrer à des activités socio-économiques et de reprendre le chemin des classes. La transhumance sur de longues distances pendant de longues périodes de l'année à la recherche de l'eau et du pâturage pour le bétail et leurs bergers est en passe d'être résorbée. A Tambacounda et Kolda, les aménagements hydro-agricoles d'envergure mis en place ont favorisé la retenue d'eau pour la production agricole mais aussi amélioré le désenclavement des localités qui deviennent accessibles en toutes périodes de l'année. Les fréquentations des établissements scolaires et sanitaires et l'écoulement des productions agricoles ont connu des sauts qualitatifs et quantitatifs accompagnant l'amorce d'un développement économique et social local.

61. Dans une perspective d'atteindre les plus pauvres, le PADAER a signé une convention de partenariat avec le Programme National de Bourses de Sécurité Familiale (PNBSF). Des orientations et stratégies ont été définies par les deux entités pour un appui cohérent et coordonné à l'endroit des groupes vulnérables identifiés à partir du registre unique initié par le PNBSF au niveau des régions de Kédougou, Kolda, Matam et Tambacounda. Plus concrètement, à Kédougou l'antenne du PADAER et l'antenne du PNBSF³ ont identifié 30 porteurs de projets, 12 femmes et 18 hommes. La proposition retenue est d'appuyer ces 30 ménages extrêmement vulnérables pendant la campagne agricole pour l'emblavement de 34,25 ha (riz, maïs, mil et arachide). Toutefois, à cause de retards dans la coordination avec la Délégation Générale de la Protection Sociale et la Solidarité Nationale (DGPSN), les appuis ne se sont pas encore concrétisés. Par conséquent le PADAER et la DGPSN doivent rapidement identifier des axes de collaboration efficaces et efficaces pour aider les ménages vulnérables à sortir de la pauvreté. L'appui du PADAER à ces ménages fera l'objet d'une évaluation pour en apprécier l'impact sur les conditions de vie et le niveau de pauvreté.

62. **Ciblage, parité homme/femme et inclusion des jeunes.** L'aspect Genre est pris en compte dans toutes les activités menées par le PADAER qui pratique une discrimination positive en faveur des jeunes, des femmes, des handicapés et des personnes vivant avec le VIH SIDA. Des activités de sensibilisation sont organisées par le programme avec l'appui des partenaires ; en 2016 elles ont touché 35 406 personnes, dont 58% de femmes (au total le programme a sensibilisé 99 117 personnes, 55 % de femmes et 28% de jeunes). Aussi, 43 702 producteurs, dont 57 % de femmes et 35% de jeunes, bénéficient de services d'appuis conseils de la part du PADAER. A date, 26 022 ménages, dont 54% de femmes et 29 % de jeunes arrivent à satisfaire leurs besoins annuels en intrants ou aliments de bétail et 21 122 ménages, dont 55 % de femmes et 29% de jeunes, ont acquis au moins un équipement agricole grâce à l'intervention du programme. Pour les activités entrepreneuriales, le PADAER a appuyé 184 MPER, dont 64 % portées par des femmes et 13 % par des jeunes; 1 156 emplois ont été créés, dont 39% pour les femmes et 35% pour les jeunes. Le PADAER a en outre adhéré au niveau de Kolda à la plateforme Genre mise en place par l'Agence Régionale de Développement (ARD) et dont le but est de mutualiser les ressources pour une meilleure prise en compte des besoins des groupes vulnérables.

63. Le PADAER organise des sessions de formation et de renforcement de capacités qui ciblent équitablement les femmes, les jeunes et les hommes. Malgré la sensibilisation et la participation effective des femmes à certaines sessions, il est à noter l'importance d'œuvrer davantage pour une présence plus massive des femmes et des jeunes auxdites sessions. Les renforcements de capacités sur le leadership (31 femmes formées), les rôles et responsabilités (430 personnes formées, dont 37% de femmes) entre autres permettent aux producteurs de mieux s'intégrer dans les instances de gestion de leurs organisations. D'autres formations plus spécifiques en lien avec les maladies hydriques (paludisme, bilharziose, onchocercose, etc.), l'Acte 3 de la décentralisation au Sénégal, etc. sont aussi organisées par le PADAER pour mieux prendre en compte l'environnement et le contexte de développement du Sénégal. Ces formations ont enregistré une participation très active de femmes (87%).

64. Parmi les 184 MPER appuyées par le PADAER, 28% sont portées par les jeunes qui s'investissent surtout dans la construction métallique, la fabrication de matériel ou d'équipements agricoles, la prestation de services agricoles (jeunes hommes) et la transformation alimentaire (jeunes femmes). L'apprentissage et l'insertion des jeunes dans le marché du travail sont promus à

³Un Protocole a été signé entre l'antenne du PADAER de Kédougou et la Délégation Générale de la Protection Sociale et la Solidarité Nationale (DGPSN).

travers les partenariats public-privés. A Kolda, le protocole signé entre HBM et le PADAER a permis à 11 jeunes ruraux issus des bassins de production d'être en position d'apprentissage, ceci pour aider à la mise en place d'au moins cinq unités de décortiquage de riz et quatre unités d'égreneuse de maïs dans les sites actuels de productions de céréales. Afin de promouvoir les nouveaux métiers ruraux et rendre l'agriculture plus attractive pour les jeunes, à Tambacounda, le PADAER a appuyé l'organisation par le Centre Académique de l'Orientation Scolaire et Professionnelle d'une rencontre régionale d'orientation des élèves et étudiants sur les métiers de l'agriculture qui a mobilisé 167 personnes dont 122 élèves, étudiants et chercheurs d'emplois (avec 73% de femmes).

65. Le PADAER a fait participer deux jeunes producteurs au forum du FIDA au Nigéria et trois autres au Salon des jeunes de Dakar. Ces événements ont été des moments de partage et de témoignages sur les efforts entrepris par le programme à l'endroit des jeunes et des femmes. Depuis l'entame et dans une perspective d'implication des jeunes et de pérennisation des appuis, le PADAER travaille avec les Conseils Régionaux de la Jeunesse qui sont membres des Comités Régionaux d'Approbation des Projets (CRA) et des Comités Consultatifs Régionaux (CCR).

66. D'une manière générale, on dénote que les femmes et les jeunes sont activement impliqués dans la mise en œuvre du programme et ils sont aussi représentés dans les instances de décision des OP (49% de femmes et 26% de jeunes dans les instances de décision des OP de 1ère et 2ème génération)⁴. Les efforts devront se poursuivre en cette direction, à travers les activités de formation et de sensibilisation.

67. Le PADAER appuie activement les catégories les plus vulnérables, tels que les handicapés et les Personnes Vivant avec le VIH SIDA (PVVIH). A Kédougou et Tambacounda, le PADAER continue d'appuyer deux associations⁵ de PVVIH dans la production agricole (10ha de maïs) et maraichère (1 ha) avec la mise à disposition du paquet d'appuis. Au total 60 membres, dont 29 femmes, ont bénéficié des appuis. A Kolda, l'Antenne du PADAER a convenu avec l'ONG Handicap International⁶ pour un appui aux bénéficiaires du programme frappés de handicap.

68. **Innovation et apprentissage.** Le PADAER a introduit dans sa zone d'intervention des innovations significatives qui ont apporté aux populations une meilleure capacité de résilience face aux défis de production et de commercialisation. On peut noter (i) la réalisation de parcs à vaccination (modèle mixte, tube galvanisés et existence de quai d'embarquement) et d'abreuvoirs (design en T et capacité d'accueil) dans le cadre du renforcement d'UP existantes. Ces réalisations ont été appréciées par les bénéficiaires, les techniciens et les autorités et seront mises à l'échelle dans les nouvelles UP et ailleurs par d'autres programmes sous la tutelle du Ministère de l'Elevage et de Production Animales (MEPA). De la même façon, (ii) l'introduction du riz de plateau à Kédougou et Kolda dans des zones où seule la riziculture des bas-fonds est une pratique ancienne a permis de répondre aux objectifs du PRACAS et augmenter la production de riz. On cite également (iii) les ouvrages hydro-agricoles structurants mis en place qui ont une fonction secondaire de désenclavement de zones autrement inaccessibles. Enfin, (iv) le partenariat public/privé établi entre le PADAER et certains partenaires, tels que Ets Djibril Sène, HBM, BioEssence, GIE Yellitaaré (bananeraie de Laboya), qui permet d'expérimenter des initiatives de développement agricole tendant à améliorer l'offre de produits et services agricoles et la promotion de l'emploi de jeunes.

⁴ Données de la Cellule de Suivi et Evaluation pour 2016.

⁵ Association Solidarité et Entraide de Kédougou (ASEK) et Association Guiguisebembé de Tambacounda

⁶ Dans le cadre du Projet "Appui à la promotion de l'entrepreneuriat en milieu pour les personnes handicapées"

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Réviser le cadre logique pour refléter les nouvelles valeurs-cibles réaménagé au cours de la RMP.	RSE/UCP/FIDA	15 novembre 2016
Poursuivre avec PAPA le processus de mise en place du SSE sectoriel et clarifier les relations PADAER.DAPSA et PADAER/PAPA	RSE/UCP/MAER	30 novembre 2016
Prendre des dispositions pour donner des droits d'accès aux utilisateurs pour contribuer à la saisie de données dans la base de données	RSE	31 décembre 2016
Renforcer la sensibilisation spécifique pour atteindre la pleine participation des femmes et des jeunes aux formations	RGGS	Continu
Définir et concrétiser l'appui du PADAER aux ménages vulnérables identifiés à partir du registre unique initié par le PNBSF	RGGS/ Chefs d'Antenne/UCP	Décembre 2016

E. Aspects fiduciaires

69. **Appréciation d'ensemble.** La mise en œuvre des opérations relatives à la gestion administrative, financière et comptable est satisfaisante avec une prise en charge correcte et fiable des opérations fiduciaires conformément aux dispositions du manuel de procédures administratives, financières et comptables. Les engagements du PADAER en terme de reporting ont été respectés notamment à travers la transmission dans les délais requis des états financiers du Programme et du rapport d'audit y relatif. Par ailleurs, toute la documentation nécessaire à la présente mission, arrêtée au 31/08/2016 a été rendue disponible avant le démarrage de la mission. Elle ne présente pas de distorsion particulière pouvant remettre en cause la qualité et la fiabilité de la gestion. En matière de performance, les taux de décaissement réels relevés en DTS sont de 62,35%/FIDA et 65,31%/FFE. Pour ce qui est de la contrepartie de l'État exclusivement exprimée en taxes, le taux de réalisation est de 74,50% du montant prévu au plan de financement. Concernant les bénéficiaires, leur participation représente 89,2% de la contribution attendue sur la durée de mise en œuvre du Programme.

70. Le gouvernement du Sénégal a envoyé une requête au FIDA sollicitant un financement additionnel d'un montant d'environ 3,5 milliards FCFA nécessaire pour financer notamment la campagne agricole 2017/2018, des infrastructures hydro-agricoles et des infrastructures pastorales essentielles dans la zone du Ferlo conformément aux objectifs du DCP. Cet arrangement pourrait nécessiter une extension de la date d'achèvement initiale prévue pour le 31 décembre 2017. , ce qui permettrait, de conduire correctement la campagne agricole 2017-2018 et de garantir une transition douce avec le nouveau programme prévu pour le Conseil Exécutif d'avril 2018. Il sera également nécessaire de relever l'allocation autorisée de 800 millions de FCFA pour la porter à 1 milliard 200 millions de FCFA pour mieux répondre au niveau élevé des activités du programme qui a atteint la vitesse de croisière et de procéder à une réallocation des fonds du non alloué pour doter les catégories II, III, IV et V de ressources suffisantes. En attendant l'analyse de la requête du gouvernement, une réallocation du non alloué sera nécessaire pour éviter tout retard de la mise en œuvre des activités du programme au regard de certaines catégories de dépenses qui sont épuisées et/ou n'ont plus des ressources suffisantes.

71. Logiciel de gestion financière et comptable. Le logiciel Tom2Pro est fonctionnel et permet de générer les états financiers standards et les annexes. Il a été aussi paramétré pour produire les DRF et les DPD conformément au smart SOE. Malgré la performance du logiciel, des améliorations mineures devraient être apportées sur le dossier TOMPORTAIL pour un traitement unique de l'ensemble des requêtes notamment l'importation et l'exportation des données des antennes. Cette question a été portée à l'attention de TOMATE.

72. Immobilisations. A date, les immobilisations acquises dans le cadre de la mise en œuvre des activités du PADAER se chiffrent à 585 651 444 FCFA dont : i) 18 816 280 FCFA/logiciel de gestion ; ii) 153 393 603 FCFA/réhabilitation de locaux ; iii) 75 621 906 FCFA/matériel de bureau ; iv) 46 645 732 FCFA/mobilier de bureau ; v) 52 934 400 FCFA/matériel informatique ; vi) 238 239 523 FCFA/matériel roulant (09 véhicules et 01 moto). En matière de gestion normée, la codification et le marquage des immobilisations (mobilier, matériel et équipements de bureau) sont effectifs ainsi que la mise en place des listes d'inventaire/bureau. L'inventaire des immobilisations pour la clôture des comptes 2016 sera effectué en décembre 2016. Les véhicules immatriculés en AD restent sous la couverture de l'Agent Judiciaire de l'Etat pour la gestion des risques matériels et corporels.

73. Gestion du personnel. L'effectif actuel du PADAER est de 39 agents dont 23/siège (09 cadres et 14 agents d'appui) et 16/antennes (05 cadres et 11 agents d'appui). Le PADAER a enregistré la démission de l'Assistante Administrative et Comptable de Kolda le 15/04/2016 remplacé par un agent prestataire et celle du Chef d'Antenne de Matam le 01/06/2016 dont l'intérim du poste est assuré par le Technicien en Infrastructures Rurales (TIR). Une évaluation de titularisation est prévue en fin octobre 2016. En cas de confirmation, le poste de TIR sera confié à un agent prestataire. Le nombre de staff du programme qui est actuellement relativement élevé devra faire l'objet d'un bon suivi des dépenses relatives aux salaires et indemnités. En matière de couverture médicale du personnel, l'assurance maladie est prise en charge par la contrepartie sur les fonds BCI. La couverture d'assurance pour 2015/2016 est expirée depuis le 15/08/16. La prime d'assurance pour 2016/2017 s'élève à 36 680 000 FCFA et prendra effet à partir de la mise à disposition des cartes en cours de régularisation. Par ailleurs, l'évaluation des performances du personnel en fonction des objectifs et des résultats atteints en 2015 connaît un retard relativement important. Elle est actuellement en cours et le rapport sera transmis au FIDA au plus tard le 30/11/2016. En outre, des dispositions idoines devront être prises pour effectuer l'évaluation des performances du personnel au titre de 2016 avant le 31/03/2017.

Gestion financière et décaissements

74. Programme de Travail et Budget Annuels 2016. Au 31/08/16, le montant total exécuté est de 2 741 232 987 FCFA pour des prévisions de 7 268 241 247 FCFA, soit un taux d'exécution de 37,72%. Les taux par bailleur sont de 38,33%/FIDA, 46,92%/FFE, 27,41%/ETAT et 4,84%/Bénéficiaires. Les taux par composante sont de : 33,59%/composante A ; 28,22%/composante B et 63,24%/composante C. Cependant, en tenant compte des engagements à honorer d'ici décembre 2017 notamment la facturation des intrants agricoles entièrement mis en place, (2 305 190 613 FCFA) ; la prise en charge d'investissements en matière de génie civil et rural , d'équipements, d'assistance technique et de formation (1 000 000 000 FCFA) et les charges récurrentes constitués des salaires et du fonctionnement (123 593 628 FCFA), le taux d'exécution de ce PTBA pourrait atteindre 83,34% au 31/12/2016.

75. PTBA d'achèvement. Dans l'hypothèse d'une mise à disposition de ressources additionnelles accompagnées d'une extension de la date d'achèvement (dont la durée sera déterminée après analyse de la requête du gouvernement) , le PTBA d'achèvement du Programme sera actualisé pour prendre en compte ces éléments.

76. Déboursements/bailleurs. Le coût total du programme dans le DCP est de 45 718 milliers de USD dont : 32 330 USD/prêt FIDA ; 10 092 USD/FFE ; 2 677 USD/État ; 619 USD/Bénéficiaires. Au 31/08/2016, le montant total exécuté sur les obligations de financement des bailleurs est de 30 898,7 milliers USD, soit un taux d'exécution global de 67,59%. Les déboursements (en milliers) ainsi que les taux de réalisation par bailleur sont respectivement de : i) prêt/FIDA/21 548,2 USD (66, 7%) ; prêt/FFE/6 802,8 USD (67,4%) ; Etat/1 995,6 USD (74,5%) et Bénéficiaires/552,2 USD (89,2%). A la même date, les déboursements et les taux de décaissement par composante sont de : 19 569,2 USD/composante A (87,33%) ; 2 889,2 USD/composante B (17,52%) ; 8 440,3 USD/composante C (123,78%).

77. Décaissements du prêt/FIDA. Au 31/08/2016, les décaissements réels à la DRF N° 31 sont de 12 595 645,80 DTS pour une dotation initiale de 20 200 000 DTS, soit un taux de décaissement réel de 62,35%, qui correspond à une appréciation « modérément satisfaisant » selon les Profils de Décaissement par type de Projet (PDP/FIDA). Avec la prise en compte des DRF n° 32 d'un montant de 266 080 979 FCFA/326 046,60 DTS en instance de paiement au FIDA, n° 33 de 182 078 899 FCFA/223 113,30 DTS, n° 34 de 159 925 152 FCFA/195 966,85 DTS, le taux de décaissement sera de 66,04%.

78. Décaissements du prêt/FFE. Au 31/08/2016, les décaissements réels à la DRF N° 14 sont de 4 572 189,92 euros pour une dotation initiale de 7 000 000 euros, soit un taux de décaissement réel de 65,31% (satisfaisant selon le PDP). Avec la prise en compte de la DRF n° 15 en instance de paiement pour un montant de 399 015 074 FCFA/608 294,56 euros, le taux sera de 74,01%.

79. Compte désigné/FIDA. Le rapprochement du compte désigné au 31/08/2016 met en évidence un montant reconstitué de 800 070 000 FCFA, pour une dotation initiale de 800 000 000 FCFA, soit un écart en plus dans le compte de 70 000 FCFA/85,77 DTS (0,008% du CD), relatif au paiement par la banque d'un montant 557 500 F pour un chèque de 577 500 F et d'un montant de 50 000 FCFA

crédité par erreur dans le compte du PADAER. La régularisation de ces situations anciennes est en cours. La trésorerie disponible en banques/caisses est de 27 279 846 FCFA (3,40% du CD). Les DRF n° 31, n° 32 et 33 d'un montant total de 612 815 002 FCFA/750 922,70 DTS (76,60% du CD) sont en instance de paiement au FIDA. Le montant sorti du compte spécial en cours de soumission au 31/08/2016 est de 159 925 152 FCFA/195 966,85 DTS FCFA (20 % du CD) et en cours de régularisation 50 000 FCFA/61,26 DTS (0,0063% du CD).

80. Compte désigné/FFE. Le rapprochement du compte désigné au 31/08/2016 met en évidence un montant reconstitué de 350 000 000 FCFA égal à la dotation initiale (aucun écart n'est constaté). La trésorerie disponible en banques/caisses est de 346 785 850 FCFA (99,08% du CD). Le montant éligible, en attente d'atteinte du seuil de soumission, est de 3 214 150 FCFA (0,009% du CD).

81. Alimentation des sous-comptes de programme/antennes. A date, sur la base des besoins exprimés à travers les programmes d'activités, 660 393 543 FCFA ont été virés aux antennes pour la conduite des opérations dont : 332 895 753 FCFA/Kédougou ; 216 078 900 FCFA/Kolda et 111 418 890/Matam. Au 31/08/2016, un montant de 648 100 074 FCFA a été dépensé et justifié dont : 331 195 905 FCFA/Kédougou ; 213 967 828 FCFA/Kolda et 102 936 341 FCFA/Matam. Les soldes résiduels correspondant aux montants non encore dépensés sont de 12 293 469 FCFA dont : 1 699 848 FCFA/Kédougou ; 2 111 072 FCFA/Kolda et 8 482 549 FCFA/Matam.

82. Trésorerie disponible. Au 31/08/2016, le disponible en caisses/banques (siège/antennes), sur le financement FIDA est de 27 279 846 FCFA dont : 754 100 FCFA/CNCAS DAKAR ; 14 178 432 FCFA/CNCAS/Tamba ; 1 148 562 FCFA/CNCAS/Kolda ; 768 438 FCFA/CNCAS/Kédougou ; 7 255 019 FCFA/CNCAS/Matam et 3 175 295 FCFA/caisses/siège et antennes. Les ressources disponibles sur le financement FFE sont de 346 785 850 FCFA dont 107 869 325 FCFA/SGBS Dakar et 238 916 525 FCFA/SGBS Tambacounda.

83. **Financement de la contrepartie**. Les prévisions en matière de contrepartie exclusivement exprimées en taxes sur la durée du Programme sont fixées dans l'accord de financement à environ 8 664 000 USD. Ce montant représente l'ensemble des droits, impôts et taxes grevant les biens et services qui seront acquis par le Programme. La comparaison de ce montant à celui du plan de financement du DCP 2,67 millions USD (5,9% des coûts totaux) met en évidence un écart qu'il faut corriger en maintenant le chiffre du plan de financement. A date, les réalisations en matière de taxes sur les PTBA 2013, 2014, 2015 et en 2016 (31/08) se chiffrent à 997 780 622 FCFA (environ 2 036 287 USD), soit 50,15% des prévisions des PTBA et 74,05% du montant des taxes du plan de financement.

84. **Contribution des Bénéficiaires**. Elle est estimée à 0,61 millions USD, soit 1,4% du coût total du Programme. Ce coût correspond à la contribution en nature (main-d'œuvre, matériaux de construction, entretien, etc.) pour les intrants, matériels agricoles, les aménagements hydro agricoles et autres infrastructures. Au 31/08/16, la contribution des bénéficiaires comptabilisée est de 276 110 111 FCFA au titre des intrants pour les campagnes 2014/2015, 2015/2016 et 2016/2017, l'aménagement PISO de Kédougou et l'assurance agricole : (Kolda/98 830 050 FCFA ; Kédougou/71 157 062 FCFA et Tambacounda/90 933 806 FCFA) ; Labours : (Kédougou/1 800 600 FCFA ; Tambacounda/ 7 566 125 FCFA), tracteurs : (Kédougou/3 719 907 FCFA). Cependant, la contribution de 10%, sur les subventions d'équipements octroyées en 2014/2015 de 171 903 135 FCFA et en 2015/2016 de 745 505 835 FCFA, n'est pas encore formalisée (les équipements 2016/2017 ne sont pas encore facturés). Il en est de même de celle attendue de la réalisation d'infrastructures. Toutes ces questions devront être régularisées sur l'exercice 2016. Pour le moment, le montant comptabilisé représente 89,2% de la contribution prévue sur la durée du Programme.

Dispositions de l'Accord de financement

85. Passation des marchés. Le registre des contrats est à jour de même que le « tableau de suivi de l'exécution financière et physique des contrats en cours ». Au 31/08/2016, le nombre total de contrats conclus par le PADAER est de 215 pour un montant HTVA de 4 498 409 528 FCFA dont : i) 135 marchés de prestations intellectuelles (62,8%) / 1 458 846 779 FCFA (32,4%) ; ii) 20 marchés de fournitures, de biens ou d'équipements (9,3%) / 247 152 557 FCFA (5,5%) ; iii) 09 marchés de services courants (4,2%) / 88 922 625 FCFA (2%) ; iv) 51 marchés de travaux (23,7%)/ 2 703 487 567 FCFA (60,1%). Le montant total décaissé à date est de 2 998 586 186 FCFA (66,65%).

86. En ce qui concerne 2016, le nombre total des marchés inscrits dans le PPM est de 19, pour un budget global estimé à 1 962 600 FCFA TTC. Ils se répartissent comme suit : (i) 10 marchés de

travaux / 1 863 800 000 FCFA TTC dont : 1/ (12 000 000 FCFA TTC) déclaré sans objet par la revue à mi-parcours ; 1/ (512 800 000 FCFA TTC) annulé en raison de l'insuffisance de ressources financières pour en assurer la couverture budgétaire ; 2/ (140 000 000 FCFA TTC) pour lesquels, il sera procédé à une relance suite à la défaillance des entreprises titulaires des marchés ; 5/ (689 000 000 FCFA TTC) pour lesquels les travaux de construction des ouvrages se poursuivent ; 1/ (510 000 000 FCFA TTC) dont la date de démarrage des travaux est fixée au 25 octobre ; (ii) sept 7/ (38 800 000 FCFA TTC) marchés de fournitures dont 3/ (23 800 000) FCFA TTC entièrement exécutés et 4/ (15 000 000 FCFA TTC) qui n'ont pas encore été lancés ; (iii) 1/ (20 000 000 FCFA TTC) marché de services courants relatifs à la couverture santé du personnel du PADAER ; (iv) 1/ (40 000 000 FCFA TTC) marché de prestations intellectuelles ayant comme objet le recrutement d'un Cabinet qui sera chargé du suivi-contrôle de l'exécution de travaux d'infrastructures rurales dans la région de Matam.

87. Cinq (5) marchés de travaux en cours, et trois (3) de fourniture déjà exécutés ont été passés en revue. Les dossiers sont bien ordonnés avec un classement exhaustif des éléments de justification. La mission constate une application des dispositions de l'accord de prêt et de la réglementation nationale en matière de passation des marchés.

88. Par ailleurs, la mission a été informée que le PADAER avait signé avec « GADEC Services » deux contrats (lot 2 et lot 1 relancé), respectivement, le 05 septembre 2014 (90 543 618 FCFA) et le 12 février 2015 (99 347 968 FCFA) et ayant, chacun, comme objet la construction de deux (2) châteaux d'eau ; soit, au total, quatre (4) châteaux d'eau. Les ordres de services avaient fixé les dates de démarrage de l'exécution des travaux, respectivement, au 19 mars et au 05 mai 2015 pour des délais contractuels de 3 mois 15 jours pour chaque contrat. L'ensemble des deux (2) lots, objet des deux contrats, devrait être réceptionné, respectivement, les 03 août et 20 juillet 2015. A la date du 31/08/2016, les retards accusés dans la livraison des châteaux d'eau sont, respectivement, de 13 mois et de 14 mois environ.

89. Pour le premier contrat (lot 2), pour lequel les sites concernés sont le site de Malandou et celui de Loumbi Sanarabé, le taux d'exécution physique est ressorti à 98%. De fait, il ne reste qu'à réaliser la peinture et la construction de la chambre de vanne pour achever les travaux. Pour ce lot, la solution préconisée consiste, dès la reprise des travaux qui avaient été suspendus du fait de l'inaccessibilité des sites pendant l'hivernage, à exiger de l'entreprise la livraison des deux châteaux au plus tard le 30 novembre 2016, délai de rigueur. A défaut, le PADAER devra résilier le marché et engager les procédures idoines en vue de l'achèvement du chantier.

90. Pour le deuxième contrat (lot 1), qui porte sur les sites de Fourdou et de Péthiel, le taux d'exécution physique est estimé à 50% sur chaque site. L'entreprise attributaire du marché est en situation de quasi cessation de paiements et n'est donc plus en mesure de mobiliser des ouvriers et de doter le chantier du matériel nécessaire à l'exécution des travaux. A ce rythme, le PADAER court le risque de réceptionner les deux (2) châteaux d'eau objet du marché au-delà du 31 décembre 2017, date d'achèvement du Programme. Sur la base de toutes ces considérations, la solution retenue, pour le lot 1, consiste à résilier le contrat au plus tard le 17 octobre 2016 et à relancer le marché d'autant plus que la procédure y relative a déjà été inscrite dans le PPM, par anticipation.

91. De même, un contrat d'un montant de 31 421 160 FCFA a été signé avec « Sénégalaise d'Entreprise » avec pour objet la construction d'un complexe commercial dans la région de Kédougou. La date de démarrage des travaux avait été fixée, par ordre de service, au 25 avril 2016, pour des délais contractuels de 2 mois et 15 jours calendaires. En conséquence, la réception des travaux devrait avoir lieu le 10 juillet 2016. Dans le cadre de la gestion du contrat, une lettre d'avertissement a été transmise à l'entreprise pour lui demander de prendre en compte les recommandations contenues dans les différents procès-verbaux de réunion de chantier. En l'absence de réaction de la part de l'entreprise, une lettre de mise en demeure lui a été servie le 24 août 2016. En outre, le bureau chargé du suivi-contrôle de l'exécution des travaux a adressé au PADAER une correspondance pour l'informer de « l'arrêt du chantier », notamment, pour cause de « rupture de stock de matériaux » et de l'expiration des délais contractuels. La solution préconisée consiste à effectuer une visite des lieux en présence de toutes les parties prenantes avant le 17 octobre 2016 pour vérifier le niveau d'exécution de 18% indiqué par le bureau de contrôle et prendre en conséquence les mesures appropriées pouvant aller jusqu'à la résiliation du contrat.

92. Protocoles et conventions. Le montant des conventions avec les partenaires stratégiques ainsi que les protocoles d'exécution y relatifs au 31/08/2016 s'élève à 6 604 123 061 FCFA dont : i)

Bamtare, au titre des aménagements/2 729 194 242 FCFA (Kédougou/653 170 984 FCFA ; Kolda/1 434 501 720 FCFA et Tamba/641 521 538 FCFA) et au titre des intrants/1 881 987 697 FCFA (509 350 913 FCFA/Kédougou ; 812 658 900 FCFA/Kolda et 559 977 884 FCFA/Tambacounda) ; ii) ANCAR/140 984 162 FCFA (Tamba/93 011 900 FCFA ; Matam/47 972 262 FCFA) ; iii) PAPIL/299 061 100 FCFA (Kédougou/244 672 750 et Kolda/54 388 350 FCFA) ; iv) SAED Matam/753 027 900 FCFA ; v) CSE/167 750 000 FCFA ; vi) INP/80 569 100 FCFA (Kédougou, 12 288 000 FCFA ; Kolda/32 810 100 FCFA et Tamba/35 471 000 FCFA) ; vii) DRDR/84 110 460 FCFA (Kédougou/35 439 480 FCFA, Tambacounda/24 747 100 FCFA, Kolda/13 083 000 FCFA et Matam/10 840 880 FCFA) ; viii) PPC PNDL/108 559 496 FCFA ; ix) IREF/44 402 000 FCFA (Kédougou/26 268 000 FCFA ; Tamba/18 134 000 FCFA) ; x) BIOESSENCE/203 150 000 FCFA ; xi) WHEPSA/9 246 000 FCFA ; xii) HBM/7 637 600 FCFA ; xiii) SREL Matam/17 304 000 FCFA ; CCIA/8 375 000 FCFA. Le montant total décaissé sur ces conventions et protocole est de 5 400 293 799 FCFA, soit un taux de réalisation de 81,77%.

93. États Certifiés des Dépenses. La revue des ECD a été effectuée sur les DRF n° 27, 28, 29 et 30 en fonction du respect du seuil unique de 20 000 USD applicable à toutes les catégories de dépenses (200 pièces sur 655) ont été passées en revue. La mission a pu accéder facilement aux dossiers grâce à un classement spécifique dédié aux ECD. Elle a en outre, noté l'exhaustivité des liasses de règlement et la systématisation de la certification des pièces ainsi que de l'annulation des factures par un cachet «payé». Cet examen n'appelle pas d'observation particulière dans l'ensemble. Cependant, le seuil actuel des ECD de 20 000 USD apparaît faible en vue de la bonne qualité de la gestion financière du Programme. En rapport avec ce qui précède, il paraît utile de relever le seuil des ECD pour le porter à 75 000 USD. A cet égard, il faut rappeler que le « double contrôle » mis en place au niveau de la Direction de l'Investissement (DI) permet d'assurer une documentation exhaustive et fiable des DRF soumises en paiement.

94. Subventions. Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme, des subventions en intrants et en matériels agricoles ont été octroyées aux organisations paysannes. Pour les intrants, la subvention est dégressive sur trois (3) années avec des taux respectifs de 90%, 70% et 50%. En ce qui concerne le matériel agricole, il s'agit d'une subvention à hauteur de 90% sur la base de l'acquisition d'un lot unique d'équipements en fonction des activités menées. A date, pour les besoins de la campagne 2016/2017, un montant de 2 305 190 613 FCFA a été facturé par le partenaire stratégique Bamtaré en semences et intrants pour les zones de Kolda, Kédougou et Tambacounda dont semences riz bas fond/445 746 258 FCFA ; riz plateau/608 245 618 FCFA ; semences maïs/578 809 016 FCFA ; Mil/19 166 415 FCFA ; Niébé/21 597 561 FCFA et Fonio/9 224 280 FCFA.

95. Pour rappel, pour la campagne 2014/2015, 171 903 135 FCFA ont été versés aux OP de Kolda, Kédougou et Tambacounda pour les subventions d'équipements (35 551 000 FCFA/Kolda, 74 182 138 FCFA/Kédougou et 62 169 997 FCFA/Tambacounda). Les équipements de récolte (faucheuses, batteuses,) et de post récolte (décortiqueuses, égreneuses) mis à la disposition des OP pour la campagne 2015/2016 se chiffrent à 745 505 835 FCFA dont 199 599 930 FCFA/Tamba ; 137 027 340 FCFA/Kédougou et 408 878 565 FCFA/kolda. La documentation relative à ces acquisitions sera transmise au PADAER par Bamtarée, ce qui permettra la prise en charge comptable de la participation des bénéficiaires. En ce qui concerne 2016/2017, il n'y a pas encore de mise à disposition d'équipements.

Comptabilité, Audit et Supervision

96. Comptabilité 2016. La comptabilité de 2016 est à jour au 31/08/2016 (balances, grands livres et analyses des principaux comptes disponibles). En outre, les rapprochements bancaires mensuels des comptes sont élaborés (CNCAS/DAKAR, CNCAS/Tamba, CNCAS/Kédougou, CNCAS/Kolda, CNCA/Matam, SGBS/Dakar et SGBS/Tamba). Deux (2) écritures en suspens de plus de 30 jours ont été relevées et sont en cours de justification. Enfin, les diverses opérations de caisse du 01/03/2016 au 31/08/2016 ont été examinées et les dépassements relevés en matière de dépense unitaire maximale concernent des situations particulières maitrisées d'organisation d'ateliers et de séminaires.

97. Audit des comptes 2015. Les comptes du Programme ont été certifiés sans réserve. L'opinion de l'auditeur est que les états financiers présentent fidèlement, pour tout élément de caractère significatif la position financière du PADAER ainsi que de sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice achevé conformément au SYCOHADA et aux directives du FIDA. En outre, concernant les états certifiés des dépenses, les pièces justificatives appropriées ont été conservées à l'appui des demandes de remboursement des dépenses encourues qui sont admissibles au titre des

financements du Programme. Cependant, dans le rapport de revue du contrôle interne, les recommandations essentielles formulées par l'auditeur concernent notamment i) l'absence de justificatifs d'achats d'équipements agricoles pour les subventions versées à des OP (le partenaire Bamtaré est en train de rassembler l'ensemble de la documentation relative à ces acquisitions pour la transmettre au Programme) ; ii) la comptabilisation directe en charge des subventions à justifier par les OP (cette question est régularisée sur l'exercice 2016 avec l'utilisation d'un compte de charge et d'un compte d'attente pour suivre individuellement les OP).

98. Planning de clôture et d'audit des comptes 2016.

Inventaire des immobilisations :	15 au 31/12/2016
Arrêté de caisse :	31/12/2016
Arrêté de stock :	31/12/2015
Justification et apurement des avances pour toutes les activités achevées pendant la période de référence :	31/12/2016
Arrêté des comptes des antennes et transmission des états et des pièces justificatives :	31/01/2017
Vérification, centralisation et Production des états comptables :	28/02/2017
Analyse des comptes et établissements des états financiers :	15/03/2017
Transmissions des états financiers au FIDA :	31/03/2017
Audit des comptes 2015 avec rapports provisoires du :	01 au 30/04/2017
Transmission du rapport définitif au FIDA :	15/05/2017

99. Suivi/Supervision. A part le relèvement du seuil des ECD par le FIDA; la correction de l'écart de 70 000 FCFA en plus sur le compte spécial et la comptabilisation de la contribution des bénéficiaires sur les équipements en cours, toutes les recommandations en matière fiduciaire de la dernière mission de supervision ont été prises en charge de façon satisfaisante.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Améliorer le dossier TOMPORTAIL pour un traitement unique de l'ensemble des requêtes notamment l'importation et l'exportation des données des antennes	TOMATE	30/11/2016
Maintenir la disposition relative au remplacement par un agent prestataire de l'Assistant Administratif et Comptable de Kolda démissionnaire	COORD/RAF	Pour mémoire
Evaluer le Chef d'antenne intérimaire de Matam et le confirmer éventuellement en cas de satisfaction ; recruter un agent prestataire pour occuper le poste de TIR	COORD	31/10/2016
Transmettre le rapport d'évaluation du personnel 2015 au FIDA	COORD	30/11/2016
Prendre toutes les dispositions nécessaires pour effectuer l'évaluation des performances du personnel au titre de 2016	COORD	31/03/2017
Prendre en compte pour l'élaboration du PTBA d'achèvement 2017/2018, les éléments énoncés dans le présent rapport	COORD/Equipe du Programme	Octobre 2016
Régulariser l'écart de 70 000 en plus dans le compte spécial	RAF/COMPT	30/11/2016
Procéder à la réallocation des ressources du prêt FIDA	COORD/MEF/FIDA	31/12/2016
Statuer sur la mise à disposition de ressources additionnelles	MEF/FIDA	31/12/2016
Formaliser la prise en compte de la contribution des bénéficiaires pour la rendre auditable conformément aux dispositions du manuel des procédures et s'assurer de saisine et de la comptabilisation de la contribution sur les subventions d'équipements et des infrastructures	COORD/Equipe du Programme	31/12/2016
Mettre en œuvre les solutions préconisées pour l'Entreprise Gadec Services		
Résilier le lot 1	COORD/RAF/SPM	17/10/2016
Exiger de l'entreprise la livraison des deux châteaux au plus tard le 30 novembre 2016, délai de rigueur, à défaut résilier le lot 2	COORD/RAF/SPM	30/11/2016
Mettre en œuvre la solution préconisée pour Sénégalaise Entreprise (Visite de des lieux et mesures appropriées)	TIR/SPM/Bureau de contrôle	17/10/2016
Relever le seuil des ECD pour le porter de 20 000 USD à 75 000USD	FIDA	31/12/2016
Respecter le planning de clôture d'audit des comptes 2016	RAF	31/03/2017
		15/05/2017

F. Durabilité

100. La durabilité d'un programme s'articule autour de deux axes principaux : l'appropriation des acquis du programme par les populations et la stratégie de sortie. En ce qui concerne l'appropriation des acquis du programme par les bénéficiaires du PADAER, la durabilité est conditionnée par un ensemble de facteurs parmi lesquels on peut citer :

- La capacité des OP et de leurs membres à réaliser une production suffisante à même d'assurer : i) la sécurité alimentaire, priorité des priorités et qui prime quelques fois sur l'épargne-intrants ; lii) la contribution à la couverture des besoins socio-économiques de base avec la vente d'une partie de la production à un prix rémunérateur ; et liii) la préparation convenable de la campagne à venir et renouveler le cycle.
- L'existence de débouchés pour les produits agricoles promus : en effet, les appuis multiformes en direction des MPER et OP (capacitation technique, accès au crédit, acquisition d'équipements de production/ transformation, d'emballages, visites d'échanges) leur permettent aujourd'hui de présenter des produits attrayants avec une plus grande valeur ajoutée.
- Le maintien de la fonctionnalité des infrastructures mises en place à travers l'implication de toutes les parties prenantes, notamment les OP et les communes concernées, de même que la gestion durable et la maintenance efficace de ces infrastructures. Ce dernier aspect implique la mise en œuvre d'une stratégie de gestion durable et d'un plan de maintenance des infrastructures, en particulier hydro-agricoles. Le programme devra accompagner les bénéficiaires des installations hydrauliques (périmètres maraichers, ouvrages de maîtrise de l'eau) par la mise place de guides techniques opérationnels pour l'utilisation, l'entretien durable des équipements hydro-agricoles (dépliants, tableaux synoptiques, petit outillage hydro-agricoles, pièces de rechange etc.).
- La bonne adaptation des systèmes de production au changement climatique par l'adoption d'itinéraires techniques adaptés, de semences améliorées certifiées, la souscription à l'assurance agricole indicelle.

101. Pour ce qui est de la stratégie de sortie, elle s'appuie sur le développement de partenariat, et intègre le processus de transfert des acquis aux structures pérennes de l'Etat pour la poursuite des activités de contrôle et le suivi-accompagnement des populations et des collectivités locales. C'est ainsi que tous les protocoles et conventions signés avec les structures telles que la DRDR, l'ANCAR, Bantaaré, l'INP et le SREL, arrivés à terme seront évalués et reconduits jusqu'à la date d'achèvement du programme. D'autres conventions importantes sont en cours de finalisation avec la Direction de l'Hydraulique, l'OFOR, la DBRLA, le FADSR, le FNDASP, le Collège national des maïsiculteurs ou autres organisations faîtières, certaines communes qui abritent des infrastructures pastorales ou marchandes.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Accroître la sensibilisation et mieux étoffer les ateliers de coaching commercial en insistant sur l'intérêt de la contractualisation commerciale	Experts OP et MPER/EPVMM	Permanent
Renforcer les capacités techniques (traitement, conditionnement, entreposage, aération, etc.) pour permettre aux producteurs ne disposant pas de magasins modernes de sécuriser leurs produits	Experts OP et MPER/UCP	Permanent
Sensibiliser et appuyer la souscription à l'assurance agricole indicelle	EPVMM/UCP	Permanent
Elaborer une stratégie de gestion durable et de maintenance des infrastructures hydro-agricoles	SIR/TIR/UCP	Dec mars

G. Autres : Gestion des savoirs, Communication, Partenariat, Environnement et Adaptation au changement climatique

102. **Gestion des savoirs.** Dans la période qui a suivi la revue à mi-parcours, le PADAER a réalisé plusieurs activités dont la mise en place de deux groupes d'apprentissage à Kédougou sur le riz et le

maïs. Lesdits groupes sont constitués de champions locaux identifiés et proposés par les communautés; ils disposent de potentiels et capitalisent de l'expérience et de l'expertise dans la production agricole. Les groupes d'apprentissages mis en place participent à la pérennisation de l'offre de services du PADAER par un accompagnement volontaire de leurs pairs.

103. Pour la mise en œuvre de la solution de Gestion Electronique des Documents (GED), les agents du programme ont été formés sur l'utilisation des différents composants à savoir l'espace collaboratif de travail en ligne, l'intranet local, le Système d'Information sur les Marchés (SIM), le système de classification et de classement des documents, etc. Aussi, tous les agents disposent d'adresses électroniques professionnelles avec une extension padaer.org. Dans le cadre de la capitalisation d'expériences, le partenariat avec PROCASSUR bénéficiaire d'un don du FIDA⁷ a été rendu effectif par la participation de deux agents du programme (le SGGs et le TIR de l'Antenne de Kolda), ainsi que du représentant de zone de Baamtaré à Kédougou à la formation⁸ organisée à Dakar et à Kaolack et dont l'objet a été de renforcer les connaissances dans la gestion des savoirs et la systématisation des bonnes pratiques.

104. Pour la capitalisation d'expériences, le PADAER a produit et diffusé deux films dont un sur les réalisations du portefeuille actif du FIDA au Sénégal et un autre sur les équipements agricoles et en particulier sur le partenariat public-privé avec HBM. Le journal "Le Soleil" a réalisé et diffusé à grand tirage un dossier de capitalisation sur les réalisations du PADAER. En perspectives, le partenariat avec PROCASSUR, le recrutement par le Bureau-Pays du FIDA d'un consultant en capitalisation et le démarrage du don du FIDA octroyé au FNDASP dans le cadre de la capitalisation contribueront à une meilleure documentation des expériences réussies par les Projets FIDA au Sénégal. Ces partenariats vont appuyer le PADAER dans la production de supports écrits de capitalisation.

105. Les partenariats public-privés et les relations OP/MPER pour l'accès aux services pré et post récolte offrent d'importants éléments de capitalisation dans une optique de promotion de l'emploi des jeunes. L'implication des partenaires stratégiques dans les processus de capitalisation d'expériences et de gestion des savoirs constitue un gage de réussite des activités et aussi de pérennisation de l'initiative.

106. **Communication.** Les activités d'information et de communication continuent d'assurer une bonne visibilité institutionnelle au programme ainsi que son appropriation par les populations locales, les partenaires, les autorités administratives et locales. Le PADAER collabore avec les différentes structures d'information et de communication présentes dans ses zones d'intervention et au niveau national afin d'assurer une couverture audiovisuelle (radio, télé), virtuelle (Internet) et écrite de ses activités. De manière plus spécifique, des actions d'information sur le paludisme, l'Acte 3 de la décentralisation au Sénégal, le foncier, etc. sont entreprises. Ainsi, plusieurs articles de presse ont été publiés par les journaux locaux et nationaux et les sites internet. Les émissions radiophoniques et télévisuelles phares au Sénégal dont "Rééni Koom Koom" pour l'agriculture, "Jawdi" pour l'élevage ont beaucoup diffusé sur le PADAER et ses réalisations. A l'occasion de la visite du Président du FIDA au Sénégal, le PADAER a élaboré et déroulé un plan de communication qui a contribué à la visibilité sur les réalisations du FIDA au Sénégal. Le PADAER est en outre très présent sur les réseaux sociaux (facebook, twitter, youtube) où, avec son site web référencé à www.padaer.org il communique en permanence. Des supports imprimés de communication ont été réalisés, par exemple les plaquettes sur les produits et les emballages de qualité et sur les réalisations (mars 2016).

107. Le PADAER a pris part aux événementiels organisés aux niveaux national et international. Ainsi, avec ses bénéficiaires, il a participé à la FIARA de Dakar, à la techno foire et à la célébration de la Journée du Fonio de Kédougou, au Salon International de l'Agriculture (SIA) de Paris, etc. Ces événements ont permis d'informer sur le Programme et ses réalisations mais aussi facilité la promotion des MPER en termes d'opportunités commerciales. Le bulletin semestriel du PADAER est toujours en cours de réalisation, il devrait rapidement être finalisé et mis à disposition.

108. **Partenariats développés.** Le PADAER s'appuie sur un réseau de partenaires stratégiques qui sont l'ANCAR (Tambacounda), la SAED (Matam) et BAMTAARE SA (Tambacounda, Kolda, Kédougou). Sur la base de conventions de collaboration établies à l'échelle des zones qu'ils couvrent

⁷Don "Strengthening Capacities and Tools to Scale Up and Disseminate Innovations Programme".

⁸Atelier Méthodologique – "Pour une gestion inclusive des savoirs locaux grâce à la systématisation de bonnes pratiques", Dakar et Kaolack, 6-9 septembre 2016.

dans les régions de Matam, Tambacounda, Kolda et Kédougou, ces partenaires sont chargés de l'animation et de l'intermédiation avec des prestataires de services. Les protocoles assortis de plans d'action, précisent le mandat et les responsabilités des partenaires stratégiques.

109. ANCAR et SAED. Elles ont été identifiées depuis la conception du programme comme les partenaires principaux dans la mise en œuvre des activités d'appui aux OP et MPER. L'ANCAR s'occupe de la fourniture et de la distribution des semences de maïs, de la distribution des petits équipements et de l'encadrement des OP à Tambacounda, alors que la SAED est chargée de la réhabilitation des PIV, de la multiplication et de la distribution des semences et des équipements, de l'encadrement des OP à Matam. Si avec la SAED l'appréciation du partenariat est satisfaisant, il n'en est pas de même pour l'ANCAR qui a présente encore des insuffisances malgré les efforts du PADAER en appui institutionnel. Il reste toujours des améliorations à faire en termes de qualité des rapports et la communication des informations.

110. BAMTAARE est un partenaire clé et le demeure dans la mise en œuvre des activités, pour l'identification des besoins des OP, la multiplication des semences de riz et de maïs, la distribution des semences, engrais et petits équipements, l'appui-conseil aux OP, la commercialisation (en tant que OM à Kédougou, Tambacounda et Kolda). En outre, Bamtaare assure la maîtrise d'ouvrage déléguée des aménagements hydro-agricoles. Les constats faits cette année sur la lenteur dans la mise en œuvre des protocoles et la remontée des données nécessitent des mesures de part et d'autre pour améliorer les services rendus.

111. Le programme collabore avec des projets et programmes en cours pour optimiser l'utilisation des ressources dans un esprit de complémentarité. C'est le cas avec le PPC/PNDL pour la réalisation de 73,5 km de piste en lieu et place de 20 km inscrit dans le DCP et pour un coût inférieur au montant prévu pour les 20 km et , avec le PAPIL 115 ha de bas-fonds rizicoles, 83 ha de plaines d'épandage de crues et 26 ha de périmètres maraichers sont réhabilités/aménagés. Ce partenariat va se poursuivre dans le cadre du P2SR.

112. Dans la région de Kolda, le partenariat entre le PADAER et l'entreprise Hydro Bati Mec (HBM) permet aux OP de bénéficier des services de transformation des productions de proximité et assure l'apprentissage des jeunes de la région afin de les installer dans le métier avec l'appui du PADAER pour gérer leur propre MPER..

113. Le partenariat entre PADAER et le Programme de Développement Agricole et Nutritionnel pour la sécurité alimentaire au Sénégal (USAID/YAAJEENDE) a permis de mettre en place l'unité de transformation du riz paddy en riz blanc, améliorant ainsi la commercialisation du riz à un prix rémunérateur/attractif pour les producteurs.

114. Le partenariat que le PADAER a noué avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et la CNAAS, dans le cadre du programme 4R, a permis de tester en 2015 avec sept OP de Tambacounda l'assurance agricole. Le nombre d'OP a été porté à 46 en 2016 avec une extension dans la région de Kolda. En outre, le partenariat avec le programme 4R a permis de réaliser quatre ouvrages hydro-agricoles dans la région de Tambacounda.

115. Le PADAER a signé une convention de partenariat avec le Programme national de sécurité et de bourses familiales ; des activités sont en cours à Kédougou et les protocoles pour les autres trois régions sont en phase de négociation.

116. Le partenariat avec BioEssence, une entreprise franche d'exportation basée à Dakar, s'est focalisé sur la standardisation de la production et transformation des produits agricoles afin de s'assurer une qualité répondant aux normes internationales.

117. Le partenariat public-privé avec le GIE YELITAARE permet une inclusion des jeunes et la création d'emplois rémunérateurs à travers la mise en place d'une technique efficiente d'utilisation de l'eau d'arrosage des bananeraies. Le GIE dispose de 540 ha et emploie 1340 personnes essentiellement des jeunes. En améliorant le système d'irrigation les jeunes vont non seulement gagner plus (extension des superficies) mais également s'investir dans des activités plus porteuses en amont de la filière. Les travaux sont achevés sur 35 ha (sur un total prévu de 50 ha de bananeraie irrigués au micro-jet) avec un bon développement végétatif des plants. L'installation se poursuivra sur 15 ha restants après la récolte.

118. Le PADAER a fait appel à l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA) pour la formation des responsables des MPER à la fabrication de matériel agricole post-récolte et à la

définition de spécifications techniques qui permettent aux agents des structures prestataires de vérifier la conformité des appareils produits avant leur livraison aux OP.

119. Le démarrage des travaux de renforcement de 18 UP existantes et l'identification de 10 nouvelles UP a été possible grâce au partenariat avec le Centre de Suivi Ecologique (CSE).

120. Pour le contrôle de qualité et d'autres missions spécifiques, le PADAER s'appuie aussi sur les services techniques dans leurs domaines de compétences respectifs. Il s'agit de la DRDR : les Inspections Régionales de l'Elevage, Eaux et Forêts, Hydraulique, la DEEC et l'INP, Service Régional de l'Elevage de Matam.

121. Avec la Sahélienne d'Entreprise de Distribution et d'Agro-Business (SEDAB), un protocole d'accord est en cours de signature portant sur la production et le traitement de semences. La SEDAB qui s'alimente en semences de pré-base auprès de l'ISRA et d'Africa Rice, produit les semences de base qui sont mises à la disposition des multiplicateurs semenciers encadrés par le PADAER.

122. Le PADAER envisage de nouer un partenariat avec Karitédiéma, structure privée spécialisée dans la transformation et la commercialisation du karité dans la région de Kédougou. Le diagnostic est effectué, des activités sont identifiées et la signature du protocole est prévue avant le 30 novembre 2016 pour permettre aux femmes qui s'activent dans ce domaine de se professionnaliser et d'être compétitives sur le plan national et international.

123. Pour permettre aux OP et MPER de bénéficier des appuis et des facilités dans le domaine de la mise en relation avec les SFD, une convention de partenariat sera signée en novembre avec le Fonds d'appui au secteur rural (FADSR), qui a hérité des ressources du SAFIR.

124. **Environnement et adaptation aux changements climatiques.** Le programme a fait réaliser une évaluation environnementale stratégique (EES) dont le rapport provisoire a été approuvé par la DEEC le 11 février 2016. Il faut simplement rappeler que les impacts positifs du Programme relèvent de la réalisation des aménagements hydro – agricoles (micro barrages, aménagements parcellaires). Ces aménagements accroissent la résilience des populations quant aux effets pervers du changement climatique et renforcent leur sécurité alimentaire. Ils favoriseront l'amélioration des revenus des producteurs. Au niveau biophysique, les micros barrages vont améliorer la disponibilité des ressources en eaux, et l'étalement des ruissellements va permettre les dépôts alluvionnaires et améliorer ainsi la qualité des sols. Au niveau agronomique, le choix des variétés à cycle court minimise les risques liés aux aléas pluviométriques.

125. La création de nouvelles UP induira également les effets positifs suivants : (i) la sauvegarde du patrimoine naturel existant et la restauration des sites dégradés en vue d'augmenter leur productivité ; (ii) la responsabilisation des populations en relation avec les collectivités dans la mise en œuvre des programmes définis avec elles ; (iii) la gestion des conflits autour des points d'eau ; (iv) la facilitation de l'accès à l'eau aux populations et au bétail ; (v) l'amélioration de la santé animale.

126. Cependant, certaines réalisations comme les ouvrages d'aménagement visant à stopper les écoulements de l'eau (en particulier les aménagements hydro agricoles de bas-fonds, de plaines d'épandage de crues), sont souvent à l'origine de certaines maladies liées à l'eau comme le paludisme et la bilharziose. Dans la région de Kolda, les travaux d'aménagement de bas-fonds pourraient entraîner également la réduction et même une perte de pâturages, et cela peut être à l'origine de conflits entre éleveurs et agriculteurs. Ces impacts négatifs potentiels sont mitigés à travers, entre autres, la mise en œuvre d'ouvrages antiérosifs dans le cadre du partenariat avec l'INP et les Eaux et Forêts.

127. Enfin, la participation de 46 OP, en nette augmentation par rapport aux 7 OP de la campagne précédente (2015/2016), au programme d'assurance agricole indicielle représente un instrument de résilience pour les agriculteurs face au changement climatique, en particulier il permet de réduire leur vulnérabilité à la faiblesse et à l'irrégularité de la pluviométrie.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Accompagner les processus enclenchés de capitalisation d'expériences avec PROCASUR, le consultant recruté par le bureau-pays du FIDA et le FNDASP pour documenter et passer à l'échelle les expériences réussies du PADAER.	RGGS / UCP	Décembre 2016
Boucler la production du premier numéro du bulletin semestriel et en garantir la continuité.	RGGS / UCP	Décembre 2016

H. Conclusion

128. A quatorze mois de sa date d'achèvement initiale, les résultats du programme demeurent significatifs en matière d'amélioration des rendements, d'augmentation de la production (riz et maïs en particulier) et de l'amélioration de la sécurité alimentaire. Ceci grâce principalement à l'accès aux semences certifiées de qualité et aux autres facteurs de production, ainsi qu'au conseil agricole. L'atteinte de ces bons résultats est également due à la mise en place des aménagements hydro-agricoles et des infrastructures pastorales générant des effets induits positifs dont l'amélioration des conditions de vie des populations grâce au désenclavement des villages et à l'accès à l'eau.

129. Le déroulement de la campagne agricole 2016/2017 est, à ce jour, globalement satisfaisante. Au total, 15 939 ha de terres ont été emblavés comparés à 12 273 ha pour la campagne 2015/2016 grâce à la mise en place et à temps des facteurs de production. Toutefois, si la pause pluviométrique constatée se prolonge, elle risque d'impacter négativement et de façon irréversible la productivité des parcelles de riz qui sont à des stades de développement très sensibles au stress hydrique, ainsi que pour les parcelles de maïs semées tardivement dans la région de Tambacounda et Kolda.

130. Les besoins en semences certifiées de la campagne 2016/2017, en particulier de fonio et de riz de plateau estimés à 724 tonnes, n'ont pu être satisfaits qu'à 90%, à cause principalement de la pénurie généralisée des semences de riz de plateau dans le pays. Pour pallier cette situation, le PADAER a appuyé la mise en place d'un programme de multiplication de semences par les OP qui permettra, à partir de 2017, d'assurer une production d'au moins 1 580 tonnes de semences certifiées de riz (plateaux et bas-fonds), nécessaires pour répondre aux besoins des producteurs. A cet égard, la ferme semencière de Diédah à Kolda sera réhabilitée. Toutefois, la réussite de ce programme de multiplication de semences est tributaire de la pluviométrie.

131. Afin de consolider les bons résultats en matière de production agricole, valoriser la production et augmenter les revenus des producteurs, le programme devra renforcer davantage les aspects post-récoltes (stockage et commercialisation), ainsi que le renforcement des relations OP/MPER pour les prestations des services post-récolte, tout cela dans une optique de durabilité.

132. Les OP appuyées par le PADAER, en majorité de naissance récente, montrent une tendance positive dans le développement de leur dynamique interne et l'avancement vers l'autonomisation, surtout dans la mobilisation interne des ressources pour s'approvisionner en intrants de qualité et la commercialisation des surplus de production. Cependant, elles auront besoin d'être soutenues encore, même après la fin de la subvention du programme, pour devenir plus dynamiques, professionnelles et autonomes. Dans ce processus, il est aussi nécessaire de poursuivre et renforcer l'appui institutionnel et de renforcement des capacités des faïtières (unions, fédérations).

133. En ce qui concerne l'entreprenariat rural, les partenariats public-privés développés ont généré de bons résultats au niveau du renforcement des capacités et de la mise à niveau des MPER, l'amélioration de la qualité des produits transformés et commercialisés et la création d'emplois, surtout pour les femmes et les jeunes. Cependant, les MPER bénéficiaires du programme nécessitent encore un appui et un suivi accompagnement de proximité pour qu'elles deviennent viables. La durabilité du système d'approvisionnement en emballages de qualité reste encore un défi. A cette fin, le programme devra appuyer la mise en place d'une centrale d'approvisionnement d'emballages avec l'implication du secteur privé et la création de réseaux des MPER pour les filières prioritaires.

134. Pour prendre en compte les réalités du contexte local, les nouveaux défis et les priorités du gouvernement, le programme a changé son approche d'interventions et augmenté les objectifs visés pour la production rizicole et du maïs. Ceci a permis au programme d'atteindre des résultats nettement plus élevés que ceux prévus dans le DCP, en particulier pour la production du riz et du maïs, ainsi que dans le développement des aménagements hydroagricoles. Afin de consolider les

résultats du programme, en particulier réaliser dans les meilleures conditions la prochaine campagne agricole (2017/2018) et compléter la réalisation de certaines infrastructures pastorales au profit des UP, des ressources additionnelles seraient requises. A cet effet, le FIDA analysera avec diligence la requête du gouvernement sollicitant un financement additionnel du programme d'un montant d'environ 3,5 milliards FCFA.

135. Le FIDA et le Gouvernement du Sénégal entérinent les conclusions de la mission de supervision.

Luyaku Loko NSIMPASI
Représentant du FIDA pour le Sénégal, le
Cabo Verde et le Bénin

Date

Abdoulaye DIENG
Directeur de la Coopération
Economique et Financière du MEFP

Date

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du PADAER et notes attribuées

Faitsessentiels

Pays	Sénégal	No. du projet	1614 [1100001614]	No. du prêt/don DSF	1000004092, 1000004093
Projet	Programme d'appui au développement agricole et à l'entrepreneuriat rural			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	05/09/2016				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	7	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	0		
Dernière Supervision	12/04/2016	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi			

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	15/09/2011			Coût total	45.71	
Accord	12/10/2011	Délai d'entrée en vigueur	0.9	FIDA Total	32.33	
Entrée en vigueur	12/10/2011	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	32.33	67
Premier décaissement	11/05/2012			Don DSF		
Examen à mi-parcours	12/04/2016	Dernieramendement		Don FIDA		
Achèvementinitiale	31/12/2017	Dernier audit	24/06/2016	field_asap_grant		
Achèvement	31/12/2017			Financement national total	3.29	
Clôture	30/06/2018			Beneficiaries	0.63	89
Nbre de prolongations	0			National Govern	2.67	75
				Cofinancement total externes	10.09	
				Spanish Fund	10.09	67

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	5	5
2. Acceptabilité du taux de décaissement	4	4	2. Exécution du S&E	5	5
3. Fonds de contrepartie	4	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	5	4
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	5
5. Conformité aux règles de passation des marchés	5	5	5. Lutte contre la pauvreté	5	5
6. Qualité et ponctualité des audits	5	5	6. Efficacité du ciblage	4	5
			7. Innovation et leçons apprises	5	5
			8. Prise en climat et environnement	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Amélioration de l'offre de produits agricoles	5	5	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. Valorisation et mise en marché	4	4	2. Autonomisation	4	4
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	5	4
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplcation à plus grande échelle	4	4

B.5 Justification des notes

La comptabilité de 2016 est à jour au 31/08/2016 (balances, grands livres et analyses des principaux comptes disponibles. Le logiciel Tom2Pro est fonctionnel et permet de générer les états financiers standards et les annexes. Il a été aussi paramétré pour produire les DRF et les DPD conformément au SMART SOE. Le taux d'exécution global de 67,59%. Les déboursments (en milliers) ainsi que les taux de réalisation par bailleur sont respectivement de : i) prêt/FIDA/21 548,2 USD (66, 7%) ; prêt/FFE/6 802,8 USD (67,4%) ; Etat/1 995,6 USD (74,5%) et Bénéficiaires/552,2 USD (89,2%). Les conclusions des différents audits n'appellent pas d'observation quant à la fiabilité des états financiers fournis. Le programme est exhorté à soumettre intégralement les documents de l'audit avec les données supplémentaires. La passation des marchés n'appelle pas d'observation particulière en matière de respect des procédures nationales et de celles du FIDA. Au 31 août 2016, le PADAER a touché 437 530 personnes réparties dans 1 044 villages, soit 87,5% de l'objectif global. Ceci a favorisé une augmentation de la productivité, amélioré la sécurité alimentaire et les revenus. Pour la campagne 2016/2017, des intrants (pour les cultures de riz, maïs, mil, niébé et fonio) ont été fournis à 849 OP regroupant 26 022 ménages (104% de l'objectif) dont 54% de femmes et 29% de jeunes. La production attendue pour toutes cultures confondues est de 48 371,18 T, ce qui dépasse nettement celle de l'année écoulée. L'acquisition d'équipements agricoles fabriqués par des MPER locales, couplée à un plan de renforcement de leurs capacités garantie la mise à disposition de matériel de qualité et un service après-vente de proximité. Des innovations ont été développées: prise en compte du désenclavement des villages lors de la réalisation des aménagements, modèle de parc à vaccination et d'abreuvoirs en cours de standardisation par le MEPA l'introduction du riz de plateau et les partenariats public-privés, avec une attention particulière sur l'emplois des jeunes. Ces innovations sont en train d'être mises à l'échelle. En termes de ciblage et genre le PADAER fait des grands efforts pour atteindre les plus vulnérables, les femmes et les jeunes. L'aspect Genre est pris en compte dans toutes les activités menées par le PADAER qui pratique une discrimination positive en faveur des jeunes, des femmes, des handicapés et des personnes vivant avec le VIH SIDA. Les activités de sensibilisation pour atteindre une plus grande participation des groupes cibles sont organisées avec l'appui des partenaires ; en 2016 elles ont touché 35 406 personnes, dont 58% de femmes (au total le programme a sensibilisé 99 117 personnes, 55 % de femmes et 28% de jeunes). A date, 43 702 producteurs, dont 57 % de femmes et 35% de jeunes, bénéficient de services d'appui conseils 26 022 ménages, dont 54% de femmes et 29 % de jeunes arrivent à satisfaire leurs besoins annuels en intrants ou aliments de bétail et 21 122 ménages, dont 55 % de femmes et 29% de jeunes, ont acquis au moins un équipement agricole grâce à l'intervention du programme. Pour les activités entrepreneuriales 184 MPER ont été appuyées, dont 64 % portées par des femmes et 13 % par des jeunes; 1 156 emplois ont été créés, dont 39% pour les femmes et 35% pour les jeunes. Le PADAER est en train de créer des dynamiques positives à faveur d'une participation plus active des femmes et des jeunes au sein des OP, y inclus au niveau décisionnel. Les partenariats avec le Programme National de Bourses de Sécurité Familiale et le programme 4R, ce dernier mis en œuvre par le PAM, répondent aux efforts d'atteindre les plus pauvres. Le SSE du programme est informatisé et fonctionnel, il permet de traiter les données collectées sur la base de fiches renseignées par les dispositifs de terrain des partenaires pour les OP et les prestataires de services pour les MPER ; ceci contribue au renforcement du suivi interne et au pilotage à travers la production des tableaux de bord périodiques des indicateurs du programme et de satisfaire les besoins en informations. Des améliorations au SSE ont été apportées afin d'avoir des informations en temps réel sur la mise en œuvre du programme.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	5	5
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

D'une façon générale, le PADAER a atteint des résultats assez satisfaisants malgré un retard de 20 mois enregistré. Les appuis du programme ont permis la mise en place d'un nombre important d'infrastructures hydroagricoles, pastorales, de désenclavement de zones de production et de transport. Ces infrastructures ont contribué largement à l'amélioration des conditions de vie et d'existence des populations locales, par exemple en favorisant l'accès à l'eau potable pour les populations et à l'eau pour le bétail. Elles se sont aussi avérées d'un soutien appréciable à la production. Le programme a touché 43 753 ménages (437 530 personnes), soit 87,5% de l'objectif global. 43 702 producteurs ont bénéficié de l'appui conseil fourni par les partenaires stratégiques. Ceci a amélioré la compréhension du système de subvention dégressive, facilitant ainsi la disponibilité des contributions des 849 OP bénéficiaires de la subvention. La stratégie mise en place basée sur le partenariat OP/MPER permet d'accroître les capacités de traitement de récolte et post-récolte (fauchage, battage, égrenage, décorticage) avec l'utilisation d'unités mobiles plus accessibles aux OP. Il faut noter que la réalisation des augmentations significatives de la production agricole couplée aux objectifs de mise en marche est accompagnée par une augmentation de la capacité de

stockage (construction de complexes commerciaux de 120 à 160 T) et de transformation (promotion des MPER transformatrices de céréales locales). La production prévisionnelle de 2016/2017, 47 412,68 T de céréales, permettra de couvrir les besoins alimentaires annuels de 256 285 personnes⁹. La production estimée de 958,5 T de niébé permettra d'améliorer la qualité nutritionnelle de l'alimentation des ménages et surtout des enfants de moins 5 ans. Le système de suivi évaluation répond aux besoins de mise en œuvre et de pilotage du Programme ainsi qu'aux besoins d'évaluation de son impact.

C.5	Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
-----	---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Les changements notés au plan technique et économique se traduisent par une capacité d'autosuffisance alimentaire des ménages à travers une augmentation des superficies cultivées; de la productivité et de la production, (évolution des rendements de 900kg/ha à 2,5t/ha pour la maïs), une amélioration de l'accessibilité aux productions par la baisse des prix et la diversité de l'offre. L'évolution progressive des superficies, passées de 2 207,98 ha en 2014/2015 à 15 939 ha en 2016/2017, soit une évolution de 622%, donne une idée de la production agricole attendue devant assurer une meilleure prise en charge des besoins des populations. La création d'emplois chez les MPER a évolué de façon significative depuis 2014. Le PADAER a appuyé 184 MPER, dont 64 % portées par des femmes et 13 % par des jeunes; 1 156 emplois ont été créés, dont 39% pour les femmes et 35% pour les jeunes. La mise en œuvre de la stratégie OP/MPER a fortement rehaussé les chiffres d'affaires de 7 MPER de fabrication de matériels agricoles allant de 700 000 à 40 millions F CFA sur la période 2015/2016. Ceci renforce de façon durable les relations entre les OP et les MPER. Les ménages investissent dans le matériel agricole, la construction de logement en dur, la prise en charge de la scolarité des enfants, des soins médicaux et l'acquisition d'intrants. L'installation d'abreuvoirs de type nouveau et de bornes fontaines a permis l'accès à l'eau, aux populations et au bétail dans la zone sylvo-pastorale.

C.6 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	La non optimisation du recensement correct de la contribution des bénéficiaires sur toutes les activités par les responsables techniques du projet et les partenaires de mise en œuvre en vue d'une comptabilisation risque à terme de réduire le niveau de participation des bénéficiaires dans l'effort de mise en œuvre des activités du projet.
Avancement de l'exécution du projet	La faiblesse de l'autonomisation et de la professionnalisation des OP due faible niveau de démarrage (1 et 2) nécessite le renforcement continu de l'appui spécifique et de proximité pour rendre les OP plus professionnelles, plus autonomes, et capables de fournir les services de qualité à leurs membres, dans une optique de durabilité
Produits et réalisations	Le manque de respect des délais de livraison de certains aménagements et infrastructures par les entreprises nécessite un suivi de proximité des travaux et des entreprises. La faible pluviométrie pourrait impacter sur les rendements et le niveau de production. Il est prévu, avant la prochaine campagne agricole, d'augmenter la disponibilité de semences certifiées et assurer une distribution à temps pour bien caler le cycle de production.
Durabilité	La limitation des capacités organisationnelles et de gestion (technique et financière), des OP. Certaines dispositions sont prises, mais leur mise en œuvre doit être renforcée de façon continue, pour réduire les risques de déperdition vue la complexité du contexte. Les partenaires stratégiques pérennes, qui sont l'ANCAR (Tambacounda), la SAED (Matam) et BAMTAARE SA (Tambacounda, Kolda, Kédougou), ont un rôle fondamental dans cette dynamique. Pour assurer la viabilité des MPER il est nécessaire un accompagnement dans le développement des plans d'affaires, plus le renforcement des capacités, par exemple en éducation financière, le renforcement des relations OP/MPER et la consolidation de la stratégie de mise en place et gestion de la centrale d'approvisionnement des emballages. La durabilité dépendra aussi de la capacité des comités de gestion à prendre en charge l'entretien et la maintenance des ouvrages et l'implication des collectivités locales dont certaines ont déjà alloué des ressources dans leur budget annuel pour l'entretien.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
ECD	Relever le seuil des ECD de 20 000 USD à 75 000USD	31/12/2016	A mettre en œuvre.
Réallocation des ressources	Assurer le suivi de la proposition relative à la réallocation des ressources du Prêt FIDA	31/12/2016	A mettre en œuvre
Ressources additionnelles	Statuer sur la dotation de ressources additionnelles pour le programme accompagne d'une prorogation de la date d'achèvement jusqu'au 30 juin 2018	31/12/2016	A mettre en œuvre
MPER/ Packaging	Consolider la stratégie de gestion et de mise en place de la centrale d'approvisionnement des emballages.	31/12/2016	A mettre en œuvre.

⁹Normes FAO, 185 Kg de céréales par année et par personne

Sénégal

Programme d'Appui au Développement Agricole et à l'Entreprenariat Rural (PADAER)

Aide-mémoire du rapport de supervision - Dates de la mission: du 03 au 13 octobre 2016

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du PADAER et notes attribuées

Campagne agricole, déficit de pluviométrie	Suivre l'évolution de la campagne agricole surtout celle des cultures qui sont à des stades très sensibles au stress hydrique	Immédiat	. A mettre en œuvre
--	---	----------	---------------------

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

APPENDICE 2 : CADRE LOGIQUE DU PADAER AU 31 AOUT 2016

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI) ; (Indicateurs à désagréger en H et F ; et Jeunes et Adultes)	Etat de mise en œuvre au 31 Août 2016	Sources d'information	Risque/ hypothèses
1. BUT				
Contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et stimuler la croissance économique dans les régions de Kédougou, Kolda, Matam et Tambacounda.	<ul style="list-style-type: none"> - La prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans passe de x% à y% * - Au bout de 6 ans, l'indice d'accumulation de biens a augmenté d'au moins 5% pour 50% des ménages ciblés * 		DPES Suivi-évaluation du PNIA, du PNDE, du CSD Statistiques nationales et enquêtes de référence	Les conditions climatiques et de marché sont favorables
2. OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT				
Améliorer durablement la sécurité alimentaire, les revenus des petits producteurs (agriculteurs et éleveurs) et créer des emplois durables pour les ruraux, en particulier les jeunes et les femmes.	<ul style="list-style-type: none"> - Le % de ménages au-dessus du seuil de vulnérabilité alimentaire passe de x% à y% au bout de 6 ans * - Au bout de 6 ans, le revenu des ménages ciblés a augmenté d'au moins 10% - 80% des emplois créés sont des emplois durables - 50 000 ménages ruraux ont accès aux services du Projet 	43 753 ménages dont 10 775 ménages de 2014 et 17 162 de 2015	Rapport d'évaluation à mi-parcours (études d'impact) Rapport d'évaluation de fin du Programme Statistiques de productions (DAPS et DIREL)	Les conditions climatiques et de marché sont favorables
3. RESULTATS				
Composante 1 : amélioration de l'offre de produits agricoles				
EFFET 1 : des infrastructures de maîtrise de l'eau offrent aux producteurs l'opportunité d'exploiter les ressources (eau, terre) disponibles	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des surfaces cultivables 2 275 ha - La mortalité a baissé de X% dans les UP 	1674,15 ha	Enquêtes	
Produit 1 : des ouvrages hydro-agricoles sont réalisés ou réhabilités et livrés aux	<ul style="list-style-type: none"> - 10 périmètres de 30 ha livrés dans la région de Matam 	0	PV de réception des ouvrages	Les CR attribuent les

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI) ; (Indicateurs à désagréger en H et F ; et Jeunes et Adultes)	Etat de mise en œuvre au 31 Août 2016	Sources d'information	Risque/ hypothèses
producteurs à des fins de production agricole	<ul style="list-style-type: none"> - 200 ha de PIV dans la région de Matam réhabilités par planage pour adopter le SRI - 255 ha de bas-fonds réalisés dans les régions de Tambacounda, Kolda et Kédougou - 200 ha de plaine d'épandage de crues dans la région de Kédougou - 1.100 ha d'aménagement parcellaire complémentaire en aval des micro-barrages du PAPIL dans les 3 régions (492 ha à Kolda, 328 ha à Tamba et 280 à Kédougou) - 220 ha réhabilités et dotés en équipement de pompage sur d'anciens périmètres PISO (120 ha Tambacounda et 100 ha à Kédougou) - 6 000 ha de DRS sur les bassins versants des sites de bas-fonds aménagés à Kédougou, Kolda et Tamba 	<p>763,9 ha</p> <p>415 ha</p> <p>160 ha</p> <p>285 ha</p> <p>85,25 ha</p> <p>3 176,40 ha</p>		terres à aménager aux OP bénéficiaires
Produit 2 : des UP sont consolidées et de nouvelles réalisées et livrées aux agro-pasteurs pour rationaliser l'élevage transhumant	<ul style="list-style-type: none"> - 10 nouvelles UP créées (avec forages, château d'eau, abreuvoirs, magasins d'aliments bétail, parcs de vaccination) - 10 puits pastoraux, 20 abreuvoirs, 20 parcs de vaccination, 20 magasins d'aliments de bétail, 5 châteaux d'eau construits pour renforcer des UP existantes - 20 km de pare feux 	<p>0¹⁰</p> <p>12 parcs à vaccination et 12 abreuvoirs¹¹</p> <p>0</p>	PV de réception des travaux	Les CR attribuent les terres de parcours sollicités par les comités de gestion des UP

¹⁰ 10 parcs à vaccination, 10 abreuvoirs et 10 magasins de stockage d'aliments de bétail sont en cours de construction et les marchés sont lancés pour le recrutement des entreprises pour la construction de 10 forages et 10 châteaux d'eau

¹¹ 02 Châteaux d'eau et 08 magasins d'aliments de bétail sont réalisés à hauteur de 98%

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI) ; (Indicateurs à désagréger en H et F ; et Jeunes et Adultes)	Etat de mise en œuvre au 31 Août 2016	Sources d'information	Risque/ hypothèses
EFFET 2 : l'accès aux facteurs de production et aux innovations technologiques améliorent les conditions de production	<ul style="list-style-type: none"> - 50% des producteurs ont adopté au moins une technologie conseillée par le projet (par genre et classe d'âge) - Augmentation des rendements sur les spéculations ciblées et notamment de 1,5T à 4T en moyenne sur le riz (3,5 T/ha pour le riz de bas-fonds et 6T/ha pour SRI) - 70% des producteurs ayant accès aux services de conseils sont satisfaits des services rendus * 	Rendement : - Riz pluvial : 3 T/ha en 2015/2016 contre 2,09 T/ha en 2014/2015 - Maïs : 2,8 en 2015/2016 contre 2,7 T/ha en 2014/2015 - Riz irrigué : 6,2 T/ha	Enquêtes	
Produit 3 : les producteurs (agriculteurs et éleveurs) ont un accès plus facile aux facteurs de production (intrants et équipement)	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 25 000 ménages ciblés arrivent à satisfaire leurs besoins annuels en intrants ou aliments de bétail * - Au moins 25 000 ménages ciblés ont acquis au moins un équipement agricole* 	26 022 (14 052 producteurs femmes et 7 546 de producteurs jeunes) 21 122 ménages (11 721 producteurs femmes et 6 044 de producteurs jeunes)	Rapports	Agro-dealers et semenciers proches des producteurs
Produit 4 : les producteurs (agriculteurs et éleveurs) ont un accès plus facile aux services de conseil agricole et de gestion	<ul style="list-style-type: none"> - 100% des producteurs ont accès à un service de conseil dans les 4 régions 	100% (43 702 : 25 347 producteurs femmes et 15 296 de producteurs jeunes)	Enquêtes	
Composante 2 : valorisation et mise en marché				
EFFET 3 : l'environnement post-récolte est amélioré pour valoriser la production	<ul style="list-style-type: none"> - 20% de la production transformée et /ou commercialisée - Les MPER réalisent au moins 70% de leurs chiffres d'affaires en offrant des services / produits aux producteurs ciblés 	25% de la production commercialisée	Enquêtes	
Produit 5 : des infrastructures sont réalisées pour faciliter l'accès au marché	<ul style="list-style-type: none"> - 75 km de pistes rurales réalisées (15 km de pistes sont réalisées dans la région de Matam, 20 km 	73,5 km	PV de réception des travaux	Infrastructures gérées

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI) ; (Indicateurs à désagréger en H et F ; et Jeunes et Adultes)	Etat de mise en œuvre au 31 Août 2016	Sources d'information	Risque/ hypothèses
en termes de désenclavement et de stockage	<ul style="list-style-type: none"> dans chacune des régions de Tambacounda, Kédougou et Kolda *) - 48 magasins de stockage de céréales sont construits * - 1 SIM 	<p>1¹²</p> <p>1</p>		efficacement par les bénéficiaires
Produit 6 : l'émergence de microentreprises rurales crée des opportunités d'emplois en offrant des services amont et aval	<ul style="list-style-type: none"> - 200 emplois au moins sont créés / consolidés en 6 ans par les MPER * - 200 MPER sont créées /consolidées dans la zone du Programme * 	<p>1 156 emplois : 445 pour les femmes et 408 pour les jeunes</p> <p>184 MPER : 117 MPER femmes et 23 MPER jeunes</p>	Rapports d'activités Enquêtes	L'environnement des affaires dans le secteur agricole est favorable
EFFET 4 : les OP sont dans une dynamique de professionnalisation et d'autonomisation	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 35% des OP de niveau 2 ont atteint le stade d'autonomie (niveau 3) - Au moins 10% des OP de niveau 1 ont atteint le stade d'autonomie (niveau 3) - 75% des membres des OP sont satisfaits des services fournis 		Enquêtes	
Produit 7 : les OP sont de plus en plus professionnelles et sont capables de fournir des services à leurs membres	<ul style="list-style-type: none"> - 975 des OP offrent au moins un service à leurs membres 	1 146 OP	Enquêtes Rapports de suivi des OP	Gouvernance et démocratie appliquées
4. RESSOURCES				
Personnel de l'UCP et des antennes Partenaires stratégiques Prestataires de services Matériel et équipement	<ul style="list-style-type: none"> - 45,72 millions USD dont 32,33 millions de prêt du FIDA ; 10,1 millions USD de don de l'Espagne ; 2,67 millions du Gouvernement ; 0,62 millions des bénéficiaires 		Accord de prêt Rapports	Appropriation politique et par les bénéficiaires

¹² L'option prise par le programme est de réaliser des magasins de 120 à 160 Tonnes en lieu et place des magasins de 12 Tonnes. Travaux de construction de 04 magasins en cours avec des taux d'exécution de 100% pour Tambacounda, 95 % pour Matam et 50 % pour Kédougou et Kolda.

Appendice 3A : Etat de mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision

TABEAU : ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DE LA RMP DU PADAER

Réf.	Recommandation	Date	Responsables	Statut	Actions réalisées	Observations
Produits et effets						
1	Supprimer le volet PISO ainsi que les APC et envisager la création de nouveaux aménagements de bas-fonds et plaines rizicoles dans les régions de Tambacounda, Kolda et Kédougou afin de répondre aux attentes en matière de production rizicoles (325 ha	31/05/16	FIDA/ GOUVERNEMENT/ UCP	Exécutée	Les DAO disponibles concernent les nouveaux aménagements de bas-fonds et de plaine d'épandage de crue	L'exécution de la recommandation est conditionnée à la dotation de ressources additionnelles
2	Identifier d'autres sites de périmètres maraichers pour permettre aux femmes et aux jeunes de disposer de sources de revenus en saison sèche (régions de Kolda, Tambacounda Kédougou et Matam)	Continu	UCP	Exécutée	Les marchés sont en cours d'attribution pour les régions de Tambacounda, Kolda et Kédougou. Pour Matam, des sites sont identifiés (1 ha par périmètre	L'exécution de la recommandation est conditionnée à la dotation de ressources additionnelles
3	Remplacer le système d'irrigation au goutte à goutte pour les périmètres polycoles de la région de Matam par des systèmes par bassin ou de type californien (là où l'eau est chargée en fer) pour 60 ha.	Continu	UCP	Exécutée	Le système d'irrigation au goutte à goutte est retenu pour 02 périmètres polycoles et au niveau des site où l'eau est chargée, il est retenu des systèmes par aspersion. Les marchés sont en cours d'attribution	
4	Finaliser et mettre en œuvre les conventions de partenariat avec le SREL et DH, OFOR de Matam pour la mise en place et la gestion des infrastructures pastorales	Continu	FIDA/ GOUVERNEMENT/ UCP	En cours	Le protocole avec SREL est en cours d'exécution. La convention avec DH et OFOR est en cours de négociation	
5	Mettre en œuvre le protocole avec les services des Eaux et Forêts pour les actions de mis en défens et l'ouverture	Continu	UCP/Partenaire stratégique	En cours	Le protocole avec l'IREF de Kédougou vient d'être bouclé. Pour Matam, il est en cours de négociation. Pour	L'exécution de la recommandation est conditionnée à la dotation de

Réf.	Recommandation	Date	Responsables	Statut	Actions réalisées	Observations
	de pare feux				Tambacounda, il est déjà exécuté.	ressources additionnelles pour augmenter les actions de mise en défens
6	Doter le PADAER de ressources additionnelles pour réaliser toutes les infrastructures pastorales prévues dans les anciennes et nouvelles UP	Continu	FIDA/ GOUVERNEMENT/ UCP	En cours	La requête pour réaliser des activités jusqu'en fin 2017 est élaborée et dans le circuit.	Doter le PADAER de ressources et de temps additionnels pour réaliser les objectifs qui sont dans le DCP
7	Revaloriser la base de données sur les appuis apportés aux OP en complétant par les données économiques (revenus) comparatives sans et avec le programme	Continu	RPV et partenaires	En cours	Des comptes d'exploitation pour le maïs et le riz ont été élaborés avec les OP.	Les informations économiques par OP sont en cours d'actualisation
8	Faire l'état des lieux des équipements post-récolte diffusés par les anciens projets, y compris les magasins de stockage pour une meilleure détermination des besoins en équipements	Continu	UCP/partenaires	En cours	Des correspondances accompagnées de grilles d'enquête sont adressées à toutes les DRDR.	Le suivi est assuré par les antennes. A ce jour, seules les informations pour Kédougou sont disponibles
9	Optimiser les activités d'horticulture en définissant et en formalisant un itinéraire technique spécifique (stabiliser la gestion de l'eau et des intrants) et définir un profil professionnel du maraîcher PADAER	Continu	UCP	Exécutée	Formation des producteurs sur les itinéraires techniques	Les Itinéraires techniques utilisés dans la zone PADAER sont ceux vulgarisés par la recherche
10	Mettre à disposition des OP la base des données des fournisseurs de semences, intrants et équipements ainsi que la localisation des agri-multiplicateurs agréés par la DRDR	31/12/16	UCP	En cours	Des correspondances accompagnées de grilles d'enquête sont adressées à toutes les DRDR.	Le suivi est assuré par les antennes. La liste est disponible pour Kolda
11	Redimensionnement /Redéploiement du linéaire de piste dans les autres régions	30/06/16	UCP/Partenaires	En cours	Pour Tambacounda, les entreprises sont recrutées avec une tranche ferme de 3 km et une tranche conditionnelle de 10 km	Pour Kédougou et Matam, il faut doter le PADAER de ressources additionnelles

Réf.	Recommandation	Date	Responsables	Statut	Actions réalisées	Observations
12	Accompagner les MPER dans l'élaboration de plans d'affaires bancables	Continu	UCP	En cours	52 plans d'affaires réalisés en 2016	Le plan d'affaire est systématiquement joint au plan de développement pour permettre à la MPER de trouver / négocier des crédits à la banque pour les besoins de son FDR ou contribution à mobiliser
13	Optimiser les ressources du programme en orientant les MPER vers les banques/SFD pour le financement de leur investissement	30/11/-1	UCP	En cours	Sensibilisation / information des MPER pour l'accès aux produits financiers des SFD Protocole PADAER/FADSR en cours	Dans la cadre du partenariat avec DID / Don du FIDA, un programme de formation en éducation financière des MPER / OP en cours d'exécution et va faciliter la mise en relation MPER/SFD
14	Mobiliser une expertise pour structurer en relation avec les banques/SFD, des modèles de financement pour les différentes chaînes de valeur	Continu	FIDA/Etat	En cours	Elaboration et mise en œuvre d'un plan d'action dans le cadre du partenariat avec DID	
15	Renforcer l'analyse économique des différentes filières appuyées et en faire un outil de gestion et d'intermédiation financière	Continu	UCP	En cours	Les comptes d'exploitation et plans d'affaires déjà établis	
16	Internaliser au sein des OP, des systèmes d'agréege qualité	Continu	UCP	En cours	Démarche qualité avec l'application des bonnes pratiques culturelles Utilisation d'intrants de qualité	Charte qualité disponible en fin décembre
17	Systématiser la formalisation des relations OP/OM par des contrats	Continu	UCP	En cours	Des contrats de commercialisation ont été signés	Le couplage OP/OM a été intégré depuis le début du programme
État d'avancement de l'exécution du Programme						

Réf.	Recommandation	Date	Responsables	Statut	Actions réalisées	Observations
18	Réaliser une étude sur le décrochage de certains ménages pauvres du mécanisme de la SD en vue de mieux saisir les facteurs et causes à l'origine de leur sortie du système pour envisager des réponses idoines et durables.	Continu	UCP	Non Applicable		Une mission du FIDA conduite par la spécialiste genre du FIDA après la RMP avait constaté que ce phénomène n'avait pas l'ampleur qu'on lui donnait Cette question fait l'objet d'un suivi rapproché particulier.
19	Veiller à ce que la dimension genre/leadership des femmes soit bien pris en compte et renforcés dans le processus de professionnalisation des OP et la mise en place des tables filières	Continu	UCP	En cours	Existence d'une grille d'évaluation des SP qui fait une discrimination positive à l'endroit des jeunes, des personnes vulnérables et des femmes.	Cette dimension est prise en compte systématiquement depuis le démarrage du programme
20	Travailler à la modernisation des unités de production et de fabrication des équipements tenus par des jeunes avec un appui à des financements de programmes plus structurants pour en faire des modèles pour d'autres jeunes	Continu	UCP/PS	En cours	Un consultant génie civil est recruté Evaluation des besoins par MPER ciblée faite Les avant projets détaillés de toutes MPER ciblées sont disponibles Plans de masse Devis Elaboration d'une stratégie de mise en œuvre de cette activité	Pour les jeunes les unités de production en cours de réalisation consistent à la construction/réhabilitation : des hall de prestations services post récoltes surtout à proximité des plateformes à Kolda de boutiques d'intrants à Matam des ateliers de fabrication de matériels agricoles et post récoltes à Tamba des MPER jeunes femmes surtout bénéficiaires de la subvention du PADAER en 2013
21	Faciliter le réseautage des coopératives de jeunes, des groupements féminins d'AGR et des MPER femmes dynamiques, ayant une bonne	Continu	UCP/PS	En cours	La mise en place d'un Réseau des MPER de fonio est en cours	Les MPER fonio appuyées par le PADAER ont exprimé et compris la nécessité de se mettre en réseau pour

Réf.	Recommandation	Date	Responsables	Statut	Actions réalisées	Observations
	organisation du travail, une vision d'avenir et de croissance économique et financière pour le partage de l'exemplarité avec d'autres OP/MPER					satisfaire les commandes groupées et pouvoir s'approvisionner en emballages et autres... Il en sera de même pour les filières prioritaires (maïs, riz, baobab, karité, métal mécanique...)
22	Réorienter l'intervention des structures d'interfaces vers le renforcement de la viabilité économique et sociale des entreprises des MPER principalement celles des femmes et les jeunes après une réévaluation systématiquement de leur niveau de fonctionnalité par le dispositif d'accompagnement	Continu	UCP/PS	En cours	Six prestataires (02/antennes) chargés du suivi/ accompagnement sont recrutés dans les régions de Kédougou, Kolda et Tambacounda. Pour Matam, le suivi/accompagnement est assuré par l'ANCAR. Protocoles de partenariat avec les structures privées (Bioessence et HBM) signés et mis en œuvre. Projet de protocole de partenariat Karitédiéma en cours	L'ensemble du portefeuille des MPER fera l'objet de classification et de catégorisation par ce dispositif d'ici décembre 2016 afin d'apporter des appuis ciblés et appropriés
23	Identifier les domaines de collaboration et de partenariat entre le PADAER et le PAPA, dans le cadre de l'appui au Système de S&E du MAER	Continu	UCP/PS	En cours	La note d'orientation et les TDR de recrutement du consultant chargé de l'élaboration du manuel sont partagés	Une réunion est prévue en octobre pour discuter des niveaux de contribution de chaque partie
Aspects fiduciaires						
24	Prendre toutes les dispositions nécessaires en relation avec l'Agent judiciaire de l'Etat pour accélérer les indemnités relatives aux véhicules accidentés de Kédougou et Matam.	Continu	COORD/RAF	Exécutée	Les véhicules concernés ont été réparés par le PADAER. Les procès-verbaux de constat sont disponibles au niveau de l'Agent judiciaire de l'Etat	
25	Transmettre le rapport d'évaluation du personnel 2014 au FIDA	30/11/-1	COORD	Exécutée	Le rapport a été transmis le 14 juin 2016	
26	Transmettre le rapport d'évaluation du personnel 2015 au FIDA	30/06/16	COORD	En cours	Les autoévaluations sont réalisées pour la plupart du personnel	
27	Finaliser et soumettre le PTBA/PPM 2016 aux instances d'approbation	30/04/16	COORD/RSE	Exécutée	Le PTBA 2016 a été approuvé par le CP et le FIDA	

Réf.	Recommandation	Date	Responsables	Statut	Actions réalisées	Observations
	(Comité de pilotage et FIDA).					
28	Préparer et transmettre la demande de réallocation des ressources du Programme au FIDA	31/05/16	COORD/MEF	En cours	La demande de réallocation et de ressources additionnelles sont signées par le MAER et en instance de signature au MEFP	
29	Régulariser avec la banque CNCAS Tambacounda l'écart de reconstitution du compte spécial de 70 000 F en plus	31/05/16	COORD/RAF/CPT	En cours	La banque n'a pas procédé à la correction malgré les relances.	
30	Formaliser la prise en compte de la contribution des bénéficiaires pour la rendre auditable conformément aux dispositions du manuel des procédures et s'assurer de saisine et de la comptabilisation de la contribution sur les subventions d'équipements et des infrastructures	31/07/16	Equipe du Programme	En cours	Les contributions des bénéficiaires relatives à l'acquisition de tracteurs et au labour ont été comptabilisées. Il reste la contribution liée à la subvention du matériel agricole et celle relative à l'acquisition d'intrants dont les factures ne sont pas encore parvenues.	
31	Relever le seuil des ECD pour le porter de 20 000 USD à 75 000USD	31/07/16	FIDA	En cours	Les seuils sont en voie de relèvement avec la mise en place du SMART SOE et l'élaboration des DRF et DPD sous Tom2PRO.	
32	Transmettre les états financiers 2015 au FIDA	30/04/16	COORD/RAF	Exécutée	Etat financier transmis	
33	Transmettre le rapport d'audit 2015 au FIDA	15/06/16	COORD/RAF	Exécutée	Rapport d'audit transmis	
Durabilité						
34	Développer au profit des membres des OP des modules de formation axés sur les implications d'un processus des services de développement des affaires	Continu	UCP/partenaires	En cours	Des modules existants et produits dans le cadre du PROMER sont en cours de réadaptation.	
35	Renforcer le partenariat avec les Banques et SFD qui disposent de modèles de financements adaptés aux	Continu	UCP/IF	En cours	En date du 2016-08-31: Un protocole de partenariat PADAER/CMS (à Tambacounda), PADAER/ CNCAS à	A Kolda, l'U- IMCEC a financé les OP à hauteur de 108.000.000 F CFA grâce au

Réf.	Recommandation	Date	Responsables	Statut	Actions réalisées	Observations
	besoins des bénéficiaires du programme en travaillant préalablement sur les données économiques				Kédougou et PADAER/U-IMCEC à Kolda est finalisé	partenariat avec le FADSR
36	Appuyer les OP de base et leurs faitières à intégrer les tables filière/Coopératives/Collèges riz et maïs pour une mutualisation des moyens et une prise en charge plus efficace de certaines fonctions	Continu	UCP	En cours	Protocole PADAER/CNPM finalisé Facilitation de la mise en place de la faitière régionale riz (Tambacounda) Dans les régions de Kolda et Kédougou, la mise en place des Unions dans les nouvelles communes est en cours	Le protocole PADAER/CNPM sera signé en octobre 2016 Appui à la mise en place de faitière régionale riz dans les autres régions prévue au mois de décembre Une visite d'échanges auprès de la TF mil/sorgho appuyée par le PAFA prévue dans la deuxième quinzaine du mois d'octobre

Appendice 3B : Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Exécution du projet	Renforcer l'appui institutionnel, organisationnel et de développement des capacités aux unions et fédérations pour leur permettre de structurer les services aux OP de base et aux producteurs dans la perspective leur autonomisation et professionnalisation	Continue	Responsable OP/UCP	
	Affiner la réflexion interne sur les stratégies d'autofinancement des OP, des unions et fédérations (participation des membres, champs collectifs, prélèvements sur les services groupés, diversification des activités économiques)	Continue	Responsable OP/ UCP	
	Renforcer le suivi du prélèvement et de la gestion de l'épargne intrants	Continue	Responsable OP/ UCP	
	Renforcer les unions et fédérations dans le post-récolte notamment les magasins de stockage et matériels de transformation pour faciliter la commercialisation et augmenter les revenus des producteurs	Continue	Responsable OP/ UCP	

Durabilité	Poursuivre l'accompagnement des OP dans les préparations et négociations du financement de matériel agricole lourd	Continue	Responsable OP/ UCP
	Poursuivre l'appui au réseautage des MPER par filière ou secteurs d'activités appuyés par le PADAER	Mars 2017	Expert MPER / UCP
	Intensifier les relations OP/MPER pour la fabrication des équipements, les prestations pré et post récoltes, approvisionnement en matière première	continu	Expert MPER / UCP
	Promouvoir une PME/PMI locale au niveau de Tambacounda pour la mise sur pied d'une centrale d'approvisionnement en emballage	Fin décembre 2016	Expert MPER / UCP
	Accélérer le processus de construction / réhabilitation des locaux de production et d'équipements des MPER	Fin décembre 2016	Expert MPER / UCP
	Renforcer la mise en relation OP/MPER/IMF par la poursuite de la mise en œuvre du partenariat DID / PADAER et celle en cours de finalisation FADSR / PADAER	Continu	Expert MPER/UCP
	Poursuivre la stratégie d'implication effective des services techniques et des chambres consulaires par leur mobilisation, pour le suivi accompagnement des MPER (formalisation, contrôle de qualité, législation commerciale....)	Continu	Expert MPER/UCP
	Réviser le cadre logique pour refléter les nouvelles valeurs-cibles réaménagé au cours de la RMP.	15 novembre 2016	RSE/UCP/FIDA
	Poursuivre avec PAPA le processus de mise en place du SSE sectoriel et clarifier les relations PADAER.DAPSA et PADAER/PAPA	30 novembre 2016	RSE/UCP/MAER
	Prendre des dispositions pour donner des droits d'accès aux utilisateurs de la base de données	31 décembre 2016	RSE
	Renforcer la sensibilisation spécifique pour atteindre la pleine participation des femmes et des jeunes aux formations	Continu	RGGS
	Définir et concrétiser l'appui du PADAER aux ménages vulnérables identifiés à partir du registre unique initié par le PNBSF	Décembre 2016	RGGS/ Chefs d'Antenne/UCP
	Accroître la sensibilisation et mieux étoffer les ateliers de coaching commercial en insistant sur l'intérêt de la contractualisation commerciale	Permanent	Experts OP et MPER/EPVMM
	Renforcer les capacités techniques (traitement, conditionnement, entreposage, aération, etc.) pour permettre aux producteurs ne disposant pas de magasins modernes de sécuriser leurs produits	Permanent	Experts OP et MPER/UCP
	Sensibiliser et appuyer la souscription à l'assurance agricole indiciaire	Permanent	EPVMM/UCP
Aspects fiduciaires	Elaborer une stratégie de gestion durable et de maintenance des infrastructures hydro-agricoles	Dec mars	SIR/TIR/UCP
	Améliorer le dossier TOMPORTAIL pour un traitement unique de l'ensemble des requêtes notamment l'importation et l'exportation des données des antennes	30/11/2016	TOMATE
	Maintenir la disposition relative au remplacement par un agent	Pour mémoire	COORD/RAF

	prestataire de l'Assistant Administratif et Comptable de Kolda démissionnaire		
	Evaluer le Chef d'antenne intérimaire de Matam et le confirmer éventuellement en cas de satisfaction ; recruter un agent prestataire pour occuper le poste de TIR	31/10/2016	COORD
	Transmettre le rapport d'évaluation du personnel 2015 au FIDA	30/11/2016	COORD
	Prendre toutes les dispositions nécessaires pour effectuer l'évaluation des performances du personnel au titre de 2016	31/03/2017	COORD
	Prendre en compte pour l'élaboration du PTBA d'achèvement 2017/2018, les éléments énoncés dans le présent rapport	Octobre 2016	COORD/Equipe du Programme
	Régulariser l'écart de 70 000 en plus dans le compte spécial	30/11/2016	RAF/COMPT
	Procéder à la réallocation des ressources du prêt FIDA	31/12/2016	COORD/MEF/FIDA
	Statuer sur la mise à disposition de ressources additionnelles	31/12/2016	MEF/FIDA
	Formaliser la prise en compte de la contribution des bénéficiaires pour la rendre auditable conformément aux dispositions du manuel des procédures et s'assurer de saisine et de la comptabilisation de la contribution sur les subventions d'équipements et des infrastructures	31/12/2016	COORD/Equipe du Programme
	Mettre en œuvre les solutions préconisées pour l'Entreprise Gadec Services	17/10/2016	
	Résilier le lot 1	30/11/2016	COORD/RAF/SPM
	Exiger de l'entreprise la livraison des deux châteaux au plus tard le 30 novembre 2016, délai de rigueur, à défaut résilier le lot 2		COORD/RAF/SPM
	Mettre en œuvre la solution préconisée pour Sénégalaise Entreprise (Visite de des lieux et mesures appropriées)	17/10/2016	TIR/SPM/Bureau de contrôle
	Relever le seuil des ECD pour le porter de 20 000 USD à 75 000USD	31/12/2016	FIDA
	Respecter le planning de clôture d'audit des comptes 2016	31/03/2017	RAF
		15/05/2017	
Autres	Accompagner les processus enclenchés de capitalisation d'expériences avec PROCASUR, le consultant recruté par le bureau-pays du FIDA et le FNDASP pour documenter et passer à l'échelle les expériences réussies du PADAER.	Décembre 2016	RGGS / UCP
	Boucler la production du premier numéro du bulletin semestriel et en garantir la continuité.	Décembre 2016	RGGS / UCP

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Indicateur	Unité	Période : 1er Janvier au 31 août 2016			Progrès effectif global	Objectif fixé dans le DCP	% par rapport aux objectifs du DCP
		Objectifs PTBA 2016	Progrès effectif au 31 Août 2016	% par rapport au PTBA			
Composante 1: Amélioration de l'offre de produits agricoles							
Sous/Composante 11: Les aménagements hydro agricoles							
. Nombre de périmètres polycoles de 30 ha	Ha			-		10	0%
. Nombre d'ha d'anciens PIV replané	Ha	200	235,9	118%	763,9	200	382%
. Nombre d'ha de bas-fonds	Ha	30	0	0	415	255	163%
. Nombre d'ha de plaines d'épandage	Ha	50	50	100%	160	200	80%
. Nombre d'ha d'aménagement parcellaire complémentaire	Ha	517	154	30%	285	1 100	26%
. Nombre d'ha de PISO réhabilités et équipés	Ha	77	40,75	53%	85,25	220	39%
. Nombre d'ha de DRS /CES aménagé	Ha	2 425	718,5	30%	3 177	6 000	53%
Sous/Composante 12: Les infrastructures pastorales							
. Nombre de nouvelles UP créés	UP	0		-	0	10	0%
. Nombre de puits pastoraux	PP	0		-	0	10	0%
. Nombre d'abreuvoirs	Ab	4	4	100%	12	20	60%
. Nombre de parc à vaccination	PV	4	4	100%	12	20	60%
. Nombre de magasins de d'aliments de bétail	Mag AB	8	0	0%	0	20	0%
. Nombre de château d'eau construits pour renforcer les UP	Ch Eau	4	0	0%	0	5	0%
. Nombre de km de pares feux	Km de PF	0	0	-	0	20	0%
Sous/Composante 13: L'accès aux facteurs de production							
. Nombre de ménages ayant accès aux intrants	Ménages	20 000	26 022	130%	26 022	25 000	104%
. Nombre d'OP ayant accès aux petits équipements	OP	91	505	555%	658	975	67%
. Nombre d'OP appuyé dans la production de semences	OP	17	28	-	53	70	76%

Indicateur	Unité	Période : 1er Janvier au 31 août 2016			Progrès effectif global	Objectif fixé dans le DCP	% par rapport aux objectifs du DCP
		Objectifs PTBA 2016	Progrès effectif au 31 Août 2016	% par rapport au PTBA			
Sous/Composante 14: L'appui conseil							
. Nombre de personnes sensibilisées sur le programme	Pers	20 000	35 406	177%	99 117	100 000	99%
. Nombre de ménages ayant accès à un service de conseil dans les 4 régions	Ménages	20 000	43 702	219%	43 702	50 000	87%
. Nombre de producteurs bénéficiaires de visites d'échanges	Prod	100	22	22%	257	3 000	9%
Composante 2: Valorisation et mise en marché							
Sous/Composante 21: Infrastructures marchandes							
. Nombre de km de pistes rurales réalisées	Nbre de Km de piste	8	0	0%	74	75	98%
. Nombre de magasins de stockage de céréales construits *	Mag SC	4	1	25%	1	16	6%
Sous/Composante 22: Appui à la transformation et à l'entrepreneariat rural							
. Nombre de PMER Appuyés dans l'acquisition des équipements de transformation	PMER	69	1	1%	59	150	39%
. Nombre d'études de marché réalisé	E Marc	0		-		5	0%
. Nombre de PMER ayant reçu une formation professionnelle	PMER	100	58	58%	236	200	118%
. Nombre de PMER mises en position d'apprentissage	PMER	20	0	0%	0	25	0%
. Nombre de PMER suivis et accompagnés	PMER	170	131	77%	184	200	92%
Sous/Composante 23: Professionnalisation des acteurs							
. Nombre d'OP ayant fait l'objet d'un diagnosctic	OP	80	157	196%	759	975	78%
. Nombre de membres des OP ayant suivi des sessions d'alphabétisation	Mem OP	250	0	-	0	1 800	0%
. Nombre de dirigeant des OP formés à leur rôle	Dir OP	250	430	172%	547	5 400	10%
. Nombre de relais d'OP formés	Rel	400	27	7%	422	975	43%

Indicateur	Unité	Période : 1er Janvier au 31 août 2016			Progrès effectif global	Objectif fixé dans le DCP	% par rapport aux objectifs du DCP
		Objectifs PTBA 2016	Progrès effectif au 31 Août 2016	% par rapport au PTBA			
. Nombre de membres des Unions formés en planification stratégique	Mbr U OP	0	0	0%	66	225	29%
. Nombre de membres des Unions formés en gestion administrative	Mbr U OP	0		-	79	225	35%
. Nombre de membres des Unions formés en lobbying et négociation	Mbr U OP	75	31	41%	181	225	80%
Composante 3: Coordination, suivi évaluation, gestion des savoirs et genre							
Sous/Composante 31: Coordination et Gestion							
. Nombre de locaux réhaménagés pour UCP Tamba	Locaux	0		-	2	2	100%
. Nombre de locaux Réhabilités /construits pour les Antennes	Locaux	1	0	0%	2	3	67%
. Nombre de véhicules acquis	Véhicule	0	-	-	9	10	90%
. Nombre d'ordinateurs fixes acquis	Ordinateur	0	-	-	31	17	182%
. Nombre d'ordinateurs portables acquis	Ordinateur	0	-	-	28	12	233%
. Nombre de sessions de formation organisées pour le personnel du PADAER et de ses partenaires	Session	5	5	100%	17	15	113%
. Nombre d'atelier de démarrage organisé	Atel	0		-	1	1	100%
. Nombre d'atelier de capitalisation et de clôture du programme organisé	Atel	0	-	-		1	0%
. Nombre d'audit annuel des comptes effectué par le programme	Audit	1	1	100%	3	5	60%
. Nombre d'ateliers participatifs pour la préparation des PTBA réalisé	Atel	4	4	100%	10	16	63%
. Nombre de réunions du Comité de pilotage national organisé	Réunion	2	1	50%	5	6	83%
Sous/Composante 32: Gestion des savoirs et communication, Genre, Suivi Evaluation							
Suivi-évaluation							
. Nombre d'études évaluation de fin de programme réalisé	Etude	0	-	-		2	0%

Indicateur	Unité	Période : 1er Janvier au 31 août 2016			Progrès effectif global	Objectif fixé dans le DCP	% par rapport aux objectifs du DCP
		Objectifs PTBA 2016	Progrès effectif au 31 Août 2016	% par rapport au PTBA			
. Nombre d'étude situation de référence socio-économique réalisé	Etude	0	0	-	2	2	100%
Gestion des savoirs, Genre et Communication							
. Nombre d'Ateliers de Capitalisation organisés	Atel	1	1	100%	2	4	50%
. Nombre de documents de capitalisation produits	Doc	1	0	0%	3	6	50%
. Nombre d'émissions radiophoniques (dont en langues locales) réalisé	E Radio	12	35	292%	220	176	80%
. Nombre d'ateliers de sensibilisation sur le genre réalisé	Atel	2	2	100%	8	32	25%
Sous/Composante 33: Appui institutionnel au Ministère de l'Agriculture et au Ministère de l'Elevage							
Suivi-évaluation							
. Système de suivi évaluation mis en place au niveau sectoriel	SSE		-	-	1	1	100%
Appui Institutionnel au Ministère de L'Agriculture et de l'Equipement Rural							
. Nombre d'études réalisées par le MAER	Etude	0	-	-		1	0%
. Nombre d'ateliers organisé par le MAER	Atel	0	-	-	4	6	67%
Appui Institutionnel au Ministère de L'Elevage							
. Nombre d'ateliers zonaux appuyé pour l'élaboration du code pastoral	Atel	0	-	-	4	3	133%
. Nombre d'atelier national de validation organisé	Atel	0	-	-	0	1	0%
. Nombre d'ateliers de partage du code avec les élus et partenaires organisé	Atel	0	-	-	6	6	100%
. Appui à l'édition et à la diffusion du code	Appui	1	0	0%	0	1	0%
. Nombre d'ateliers de vulgarisation du code pastorale organisé	Atel	0	-	-	0	4	0%

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Appendice 5A

Table 5A: Financial performance by financier (USD 000) au 31/08/2016

Financier	Approved	Current	Disbursement	Per cent disbursed
IFAD loan	32 330	32 330	21 548	66,7
FSP	10 092	10 092	6 802	67,4
Government	2 677	2 677	1 995	74,5
Beneficiaries	619	619	552	89,2
Total	45 718	45 718	30 899	67,59

1 USD = 500 FCFA (Taux moyen)

Appendice 5B

Table 5B: Financial performance by financier by component (USD '000) au 31/08/2016

	Accord FIDA			FSP			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
Composantes	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%
Offre agricole	9 799	10 929	111,5	9 796	6 803	69,4	2 544	1 285	50,5	269	552	205,3	22 408,0	19 569,2	87,33
Mise en marché	15 845	2 684	16,9	296		0,0	0	205		350		0,0	16 491,0	2 889,2	17,52
UCP	6 686	7 935	118,7				133	505	379,9				6 819,0	8 440,3	123,78
Total	32 330,0	21 548	66,7	10 092,0	6 803	67,4	2 677,0	1 996	74,5	619,00	552	89,2	45 718,0	30 898,7	67,59

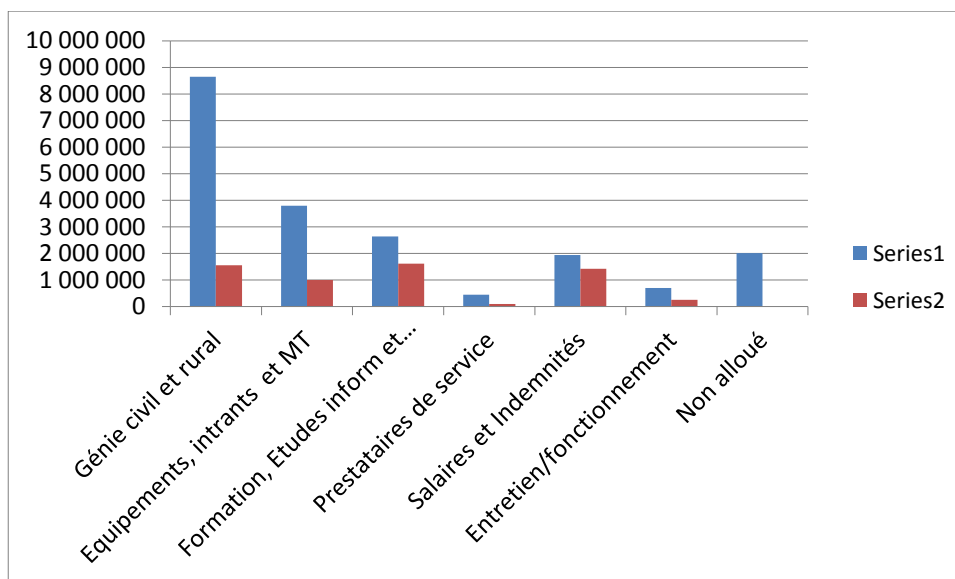
Taux 1 USD = 500 FCFA (Taux moyen)

Appendice 5C. IFAD loan disbursements (DTS) AU 31 AOÛT 2016

N	Catégorie	Original Allocation	Disbursement (Drf 1 à 31)	Balance	%	W/A Pending au FIDA DRF32*	W/A Pending au PADAER au 31/08/2016 33 et 34 **	Total	%
I	Génie civil et rural	8 650 000	2 845 169,97	5 804 830	32,89	141 384,09	70 123,13	3 056 677,19	35,34
II	Equipements, intrants et MT	3 800 000	3 894 074,98	- 94 075	102,48	14 533,54	65 439,74	3 974 048,27	104,58
III	Formation, Etudes inform et AT	2 640 000	2 304 779,04	335 221	87,30	45 576,04	126 236,41	2 476 591,50	93,81
IV	Prestataires de service	450 000	229 518,11	220 482	51,00	50 054,79	26 318,27	305 891,17	67,98
V	Salaires et Indemnités	1 940 000	1 898 906,70	41 093	97,88	54 387,44	112 541,05	2 065 835,19	106,49
VI	Entretien/fonctionnement	700 000	359 140,05	340 860	51,31	20 110,70	18 421,55	397 672,29	56,81
	Non alloué	2 020 000							
	Dépôt initial		1 064 056,95	-1 064 057				1 064 056,95	
	Total	20 200 000	12 595 645,80	7 604 354	62,35	326 046,60	419 080,16	13 340 772,56	66,04

DTS = 816,0826674 FCFA (source Historic of transaction FIDA)

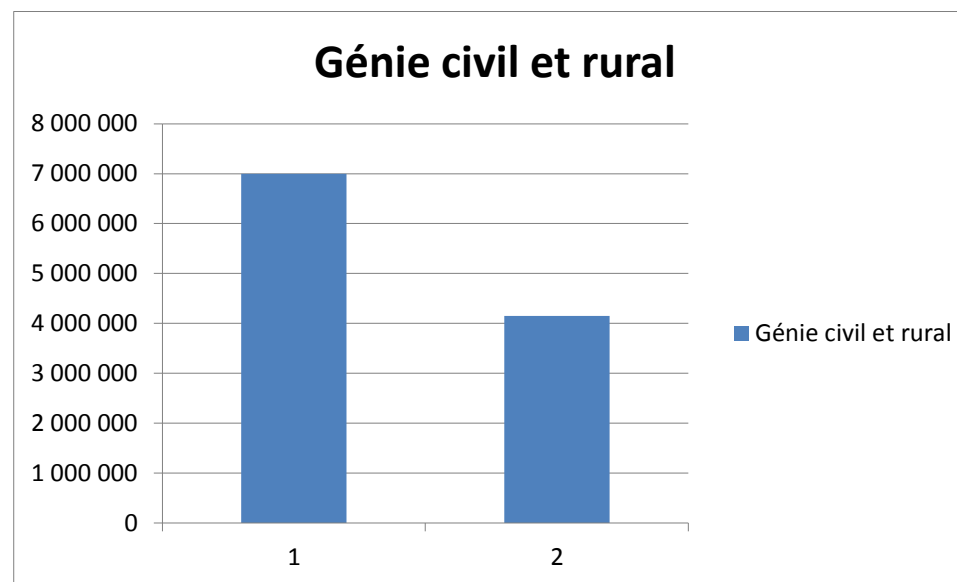
* Payé le xx/10/2016 ** DRF 33 et DRF 34 transmises au FIDA le 21/09/2016



Appendice 5C**Table FFS loan****5C: disbursements : Euros****AU 31 AOUT 2016**

N	Catégorie	Original Allocation	Disbursement (Drf 1 à 14)	Balance	%	W/A Pending au FIDA	W/A Pending au PADAER au 31/08/2016	Total	%
I	Génie civil et rural	7 000 000	4 038 618,36	2 427 810,08	65,32	0	608 294,56	4 646 912,92	66,38
	Dépôt initial		533 571,56	-533 571,56				533 571,56	
	Total	7 000 000	4 572 189,92	1 894 238,52	72,94	0	608 294,56	5 180 484,48	74,01

1 Euro = 655,957 FCFA (Parité fixe)



Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Sections	Dispositions	Objectifs/Dates prévues	Etat d'avancement	Observations
Section B, B, 10 « Contrepartie » de l'Accord de Financement	« L'Emprunteur fournit des fonds de contrepartie aux fins du Programme pour un montant approximatif de 8 664 000 USD représentant l'ensemble des droits, impôts et taxes grevant les biens et services qui seront acquis par le Programme, qui seront pris en charge par l'Emprunteur au moyen d'exonérations des droits et taxes sur les importations ou en recourant à la procédure de chèques du Trésor ».	Pour mémoire	A mettre en œuvre	Retenir comme prévision en matière de contrepartie sur la durée du Programme le montant de 2,670 millions USD du plan de financement et non 8,664 millions USD tel qu'il est stipulé dans l'accord de financement. La réalisation de la contrepartie taxes suit l'exécution du PTBA
section 7.01/ CG, b, ii PTBA	«l' agent principal du projet soumet au Fonds, pour observations, la version provisoire du PTBA, au plus tard 60 jours avant le début de l'année »	31/10/2016	A mettre en œuvre	Le PTBA de 2015 a été envoyé au FIDA le 30/11/2014 avec avis non objection le 08/01/2015. Le PTBA 2016 a été transmis au FIDA le 17/06/2016 tenant compte des recommandations de la mission de revue à mi-parcours qui s'est déroulée du 23 mars au 15 mai 2016, avec un avis de non objection reçu le 29/08/2016. Le Programme prendra les dispositions nécessaires pour respecter l'échéance en ce qui concerne le PTBA.
section 7.08, CG/a « assurance »	« l'agent principal du projet assure contre les risques l'ensemble des biens et constructions utilisés dans le cadre du projet..... »	30/12/2016	A mettre en œuvre	Le programme va procéder à l'assurance des locaux contre les risques d'incendie, vol, dégâts des eaux, responsabilités civiles etc.
section 7.11, CG/« personnel du projet »	« l'agent principal du projet assure le personnel du projet contre les risques de maladie et d'accident »	31/10/2016	En cours	Le Personnel du Projet est assuré actuellement par la compagnie AXA Assurance. Le contrat d'assurance d'une durée de neuf (9) mois à partir de la mise à disposition des cartes est en cours d'engagement sur les fonds BCI.
section 8.03 « rapport d'activité »	« L'agent principal remet au fonds des rapports d'activités périodiques	30/09/2015	Fait	Le rapport SYGRI 2014 accompagné de la note explicative a été envoyé au FIDA le 24/03/2015. Le rapport annuel 2014 a été envoyé au FIDA le 30/03/2015. Le rapport annuel 2016 a été envoyé au FIDA le 31/03/2016.
section 9.02 « Etats financiers »	« L'Emprunteur remet au fonds chaque année fiscale des états financiers détaillés..... dans un délai de quatre (4) mois après la clôture de chaque année fiscale »	30/04/2017	A mettre en œuvre	Les états financiers 2016 seront envoyés au FIDA avant l'échéance du 30/04/2017.
section 9.03, b « Audit des comptes »	« L'emprunteur doit remettre au Fonds dans les six (6) mois suivant la fin de l'année fiscale une copie conforme du rapport d'audit.... »	20/06/2017	A mettre en œuvre	Le rapport définitif d'audit des comptes 2016 sera transmis au FIDA avant le 20/06/2017

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Le programme continue à être ouvert au partage des expériences et à la capitalisation sur les bonnes pratiques et les innovations développées par d'autres projets. A cet égard, le PADAER a formé tous ses agents sur l'utilisation de la plateforme de gestion des savoirs qui abrite un système d'information sur les marchés, des bases de données sur les OP et les MPER, un espace collaboratif de travail, etc. Le SGGS et le TIR de l'Antenne de Kolda, ainsi que le représentant de zone de Baamtaré à Kédougou ont participé à l'atelier de formation sur la capitalisation d'expériences organisée par le bureau FIDA de Dakar et PROCASUR¹³. Au cours de la formation, l'accent a été mis sur la systématisation des connaissances et l'approche intégrée de la chaîne de valeur développée par le PAFA ainsi que sur l'expérience de l'Association Sportive et Culturelle Jamm Bugum dans la sensibilisation et la mobilisation des jeunes de la communauté.

Groupes d'apprentissage. Le PADAER a mis en place deux groupes d'apprentissage à Kédougou sur le riz et le maïs. Lesdits groupes sont constitués de champions locaux identifiés et proposés par les communautés; ils disposent de potentiels et capitalisent de l'expérience et de l'expertise dans la production agricole. Les groupes d'apprentissages mis en place participent à la pérennisation de l'offre de services du PADAER par un accompagnement volontaire de leurs pairs.

Tests pilotes sur le riz de plateau. Enfin, le programme, avec l'appui de la Direction Régionale du Développement Rural de Kédougou et les autres acteurs locaux, pilote les essais et expérimentations du riz de plateau dans la région de Kédougou et fait bénéficier desdites expériences aux producteurs de riz de Tambacounda.

Innovation: décrire toute innovation intéressante notée lors de la supervision

1. Parcs à vaccination et abreuvoirs:

Dans le cadre du renforcement des unités pastorales existantes, des résultats importants ont été atteints avec la livraison de 12 parcs à vaccination et de 12 abreuvoirs. La réalisation des parcs à vaccination présente différentes innovations dont : la mise en place de quais d'embarquement, l'option d'un modèle mixte qui prenant en compte aussi bien les petits que les grands ruminants, la durabilité des matériaux utilisés (tubes galvanisés) qui résistent mieux à l'usure du temps, etc.

Les éléments innovants des abreuvoirs sont surtout le design (forme en T) qui favorise une meilleure accessibilité des troupeaux, la grande capacité d'accueil, le revêtement en dur des abords des abreuvoirs pour plus de commodités pour le bétail, etc.

Ces réalisations ont été appréciées par les bénéficiaires, les techniciens et les autorités et seront mises à l'échelle dans les nouvelles UP et ailleurs par d'autres programmes. Mme le Ministre de l'Elevage et des Productions Animales a personnellement visité et salué la qualité des réalisations du PADAER.

2. Introduction et diffusion du riz de plateau, une opportunité pour atteindre les objectifs du PRACAS

Dans le cadre de la contribution aux objectifs assignés par le PRACAS et d'augmentation de la production rizicole, le PADAER a choisi d'appuyer la vulgarisation de la culture du riz de plateau dans les régions de Kédougou, Kolda et Tambacounda. Dans ces zones et dans les communautés appuyées par le PADAER, la riziculture de bas-fonds est une pratique ancienne, par conséquent la vulgarisation du riz de plateau a nécessité une sensibilisation et des formations techniques appropriées. Le groupe d'apprentissage sur le riz mis en place par le PADAER appuie la diffusion de la culture du riz de plateau.

¹³ Atelier Méthodologique – "Pour une gestion inclusive des savoirs locaux grâce à la systématisation de bonnes pratiques", Dakar et Kaolack, 6-9 septembre 2016.

3. La fonction de désenclavement des villages environnants par les ouvrages structurants hydroagricoles

La conception des ouvrages hydro agricoles à travers la réalisation de digues-routes, de micro barrages, etc., en plus de leur fonction primaire de retenue d'eau, a intégré le désenclavement des zones rurales avec comme impacts immédiats pour les populations un meilleur accès aux services sociaux de base, l'écoulement de la production, une bonne circulation des biens, l'amélioration des conditions de vie, etc. Ainsi, 460 hameaux et villages des régions de Kédougou, Kolda et Tambacounda ont été désenclavés grâce aux ouvrages à "double fonctions" (hydro agricole et franchissement) réalisés par le PADAER.

4. Les partenariats public/privés pour améliorer l'offre de produits et services agricoles et promouvoir l'emploi des jeunes

Le PADAER a développé un certain nombre de partenariats publique/privés: avec la MPER Djibril Sène, les entreprises HBM et BioEssence (un protocole avec Karitediema est aussi en train d'être négocié), le GIE YELITAARE de la bananeraie de Laboya. Ces partenariats promeuvent des initiatives de développement agricole tendant à améliorer l'offre de produits (transformation agro-alimentaire) et services agricoles (pré et post récolte), ainsi que la promotion de l'emploi de jeunes.

Dans le cas spécifique:

- Le partenariat avec la MPER Djibril Sène présente comme élément innovant le création d'une relation forte OP/MPER pour la fourniture de services de pré-récolte (labour) et de post-récolte (décorticage, égrenage et battage). Grace aux appuis du PADAER, la MPER a pu créer six emplois contractuels, dont deux pour les jeunes.
- Le partenariat avec Hydro Bati Mec (HBM) a permis à 12 jeunes, bénéficiaires du PADAER d'être en position d'apprentissage. Un schéma d'insertion pour ces jeunes est décliné avec HBM pour qu'à la prochaine campagne agricole ils mettent en place des unités adéquates de transformation et de valorisation (au moins cinq unités de décorticage de riz et quatre unités d'égreneuse de maïs), capables d'offrir des prestations de qualité à leurs communautés.
- Le partenariat avec BIOESSENCE a permis de former 141 MPER sur la certification bio et équitable, les bonnes pratiques de fabrication, les règles et procédures de traçabilité et de codification GS1, la normalisation de l'étiquetage. En plus, 40 producteurs ont été encadrés pour une mise à niveau sur un certain nombre d'aspects, dont la formalisation au registre de commerce, l'élaboration des marques/logos, les fiches signalétiques, les étiquettes, la création des codes-barres et l'introduction des demandes d'autorisation FRA leur permettant d'envoyer leur produits au SIA 2016 en France et à la FIARA 2016 de Dakar. Grace à ce partenariat, les producteurs de riz et les MPER intervenant dans l'agro-alimentaire ont pu avoir accès aux emballages de qualité, ce qui représente une nouveauté dans la zone d'intervention du PADAER et qui permette de vendre la même quantité de produit transformé à un prix plus élevé.
- Le partenariat avec le GIE YELITAARE, géré par le promoteur Mamadou Sall, permet une forte inclusion des jeunes et la création d'emplois rémunérateurs à travers la réalisation de 50 ha de bananeraie irriguée au micro-jet. Le système d'irrigation innovant, en train d'être testé, permet aux jeunes de gagner du temps significatif dans l'arrosage des plants de banane par rapport au système traditionnel. L'épargne de temps permet aux jeunes de se consacrer à d'autres activités, telles que la formation, les activités en amont de la filière et/ou la culture des parcelles plus vastes.